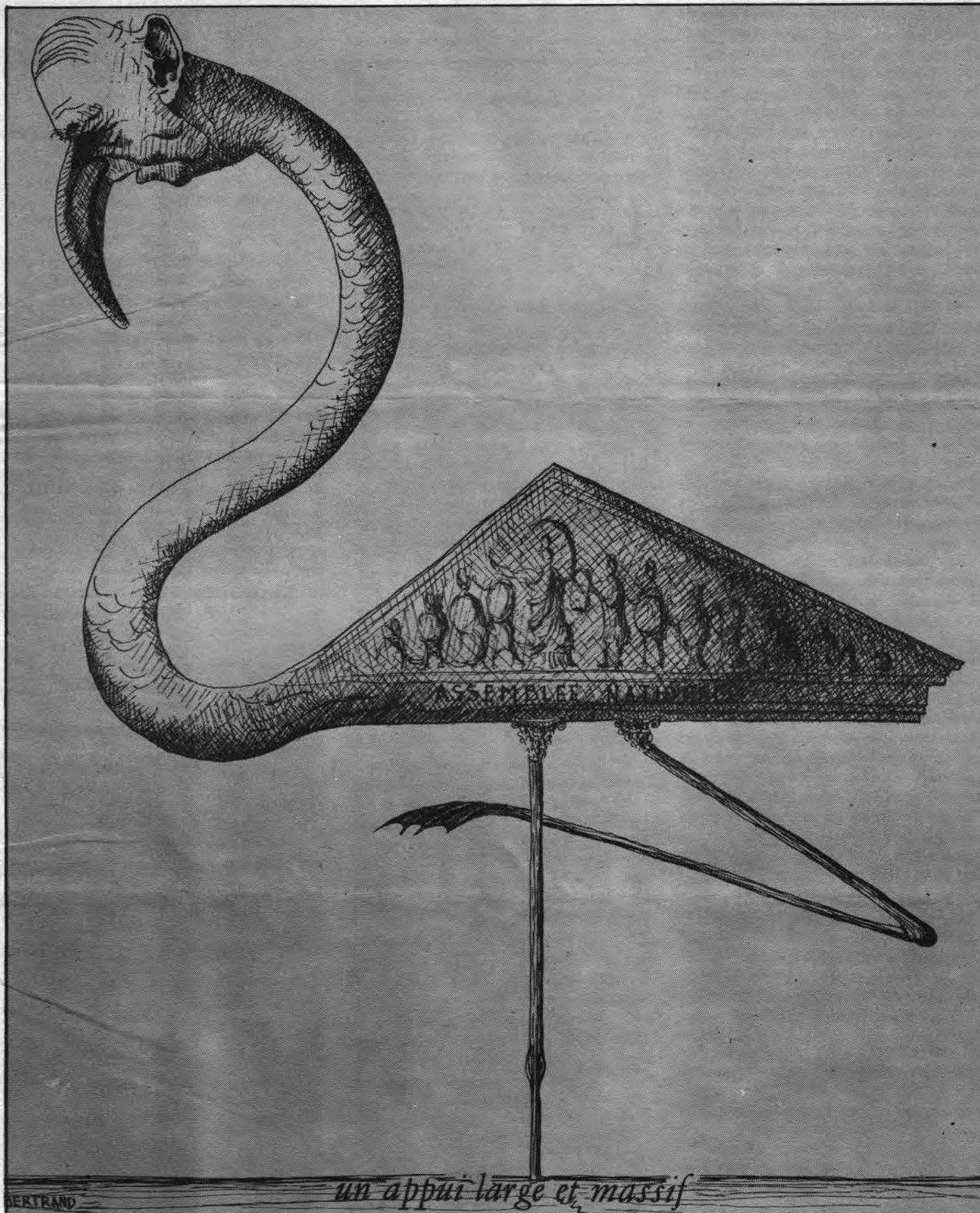


# *Tribune socialiste*

N° 379 / 18 JUILLET 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**Prague :**  
**les**  
**" 2000 mots "**

Document exclusif

**Premier bilan**

Marc Heurgon

**Véçu dans les  
entreprises**

**Les crimes US  
au Vietnam**

**Pouvoir des  
journalistes**

Claude Glayman

**De La Plata  
à El Teniente**

Claude Roire

## □ LES POINGS SUR LES I Civilisation, connais pas !

**L**undi 15 juillet, 13 heures, Radio-Luxembourg : j'écoute les informations tout en dégustant mon yaourt quotidien. Bilan provisoire des accidents du week-end : 101 morts, plus des centaines de blessés graves. Qui oserait prétendre que Jean-Luc Godard a mauvais goût lorsque dans un de ses récents films, il accumule les cadavres, éclabousse l'écran du gros rouge du sang !

Je ne sais pas si nous vivons, comme le prétendent si aisément de distingués sociologues, dans « la société de consommation » : ce dont par contre, je suis certain c'est que nous vivons dans la « société de l'hécatombe ». Nous avons intégré les morts du week-end. J'imagine même des ingénieurs en blouse blanche qui avec des I.B.M. programment ces séries hebdomadaires de meurtres et de suicides.

Et personne ne s'émeut, personne ne pousse un cri d'horreur. Faut-il que nous soyons tous terriblement aliénés. Moi aussi, je suis parti en week-end. Avec un petit pincement au cœur. Est-ce mon tour, ai-je pensé quelques instants ? A cette loterie funèbre vais-je tirer cette fois mon numéro. Puis le paysage, l'air frais du soir, l'exaltation de partir ont tout submergé. Ceux qui meurent, ce sont les autres, ai-je pensé encore avant de m'abandonner. Chacun pense cela, jusqu'au jour où...

Revenu entier, une fois encore, aujourd'hui je me dis que les gens sont bizarres. Des étudiants descendent dans la rue, répendent à la violence du capitalisme par la violence de l'espoir socialiste, la France qui croyait avoir la rougeole attrape la colique. D'un seul élan, elle sauve le régime dont elle ignore qu'il est la cause de nombre de ses malheurs. Une « révolution » a lieu. Les seuls morts sont du côté du peuple : la France moyenne hurle à la chienlit, au massacre. Quand le vrai massacre lui est offert en spectacle, elle se tait lamentablement.

Parfois on me demande : le socialisme, pour quoi faire ?

Pour quoi faire ? Pour briser l'exploitation de l'homme par l'homme, pour foutre par terre le capitalisme, pour couper le cou à la bourgeoisie, d'abord et avant tout.

Ensuite, pour faire des autoroutes, des tas d'autoroutes à en avoir la nausée. Des autoroutes belles comme les femmes, larges comme les allées du paradis.

Mais surtout pour faire un homme, un homme vrai, délivré de ses démons, de ses névroses. Un homme qui ne ressemble pas à une espèce de champ en friche et qui ne finisse pas dans un amas de ferraille. Idiote-ment.

*Un homme maître de son destin, de son temps, de sa vie. Un homme qui ne fonce pas dans le brouillard, vers le néant, avec son livret de caisse d'épargne sur la poitrine. Un homme sain, pas un saint homme !*

*Le socialisme, pour quoi faire ? : une civilisation !*

André LAUDE

## □ O.R.T.F. :

**Pouvoir ou argent ?  
Les deux !**

**L**e gouvernement au pouvoir et l'argent s'apprêtent, semble-t-il, à se partager les dépouilles de l'O.R.T.F. Si la semaine précédente n'a été marquée par aucune ouverture du côté officiel pour résoudre la crise de l'O.R.T.F., un certain nombre de faits sont venus confirmer les impressions que nous ressentions depuis quelque temps au sujet du mépris évident des autorités pour toute télévision honnête et de qualité, et des initiatives extérieures de « démantèlement » de l'Office, renforcent nos inquiétudes quant au statut et aux fonctions de la radio et de la télévision de la nation.

Si M. Philippe Ragueneau, directeur des programmes, a dû recevoir — M. André François n'accordant pas d'entretiens — la semaine dernière, séparément tous les informateurs spécialisés, pour leur communiquer la grille des programmes d'été, il s'est trouvé très embarrassé pour donner quelque explication plausible sur la signification des réorganisations, des épurations, des reprises en main, en cours dans la Maison.

Les producteurs, les réalisateurs, les techniciens, ... et depuis la fin de la semaine dernière les journalistes qui ont décidé de « suspendre » la grève, sont actuellement privés de travail.

Des émissions en cours de tournage, de montage n'ont pu être terminées. Des émissions terminées et programmées ont été rayées des programmes parce que des grévistes y participent. Il vaut mieux faire de la télé avec la médiocrité et la fidélité au pouvoir, qu'avec des gens de qualité et à l'esprit critique. La coproduction O.R.T.F.-secteur privé bat son plein actuellement.

On va, dit-on, « dépersonnaliser » les magazines d'information et les regrouper. Il est peut-être bon de mettre fin à un certain vedettariat qui s'était emparé des auteurs des principales émissions d'actualités... mais cette décision vise surtout à empêcher une équipe d'être responsable de son travail. Il ne faut pas qu'une émission conquiert certaines libertés qui la rendent populaire, car la direction aura plus de mal ensuite à la faire rentrer dans les rangs.

Le 15 septembre ou le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard, la publicité de marques devrait faire son apparition sur les petits écrans. C'est du moins l'objec-

tif que s'est fixé le Conseil national de la publicité radiotélévisée, présidé par M. Jean-Claude Servan-Schreiber, personnalité U.D.R.

D'autres bruits continuent de courir sur une sorte de partage à l'amiable de l'O.R.T.F. entre le pouvoir politique, qui continuerait d'exercer sa pression sur tout ce qui concerne l'actualité, et les puissances d'argent qui s'assureraient la production d'émissions suffisamment médiocres pour faire passer leur publicité.

Ainsi l'O.R.T.F., à la faveur d'un mouvement destiné à lui donner son indépendance, s'apprête à se prostituer à la fois au Pouvoir et à l'argent. Cela, dans l'apathie la plus générale. « Bonne nuit les petits » !

Serge DUMONT

## □ S.N.E. Sup. :

**Mai vainqueur**

**L'**enjeu était de taille : ou bien le syndicat véritablement représentatif des Enseignants du supérieur condamnait l'action de la direction pendant les mois de mai et de juin, et dans ce cas il se cantonnait à un rôle purement corporatiste (comme les autonomes et le S.G.E.N.-Sup dont on connaît les actions ultra-réactionnaires) ou bien il continuait l'action engagée.

Cet enjeu explique la violence des interventions, l'acharnement du débat politique et l'extraordinaire attaque des militants communistes alignés, non seulement contre la masse des autres militants communistes qui ont appliqué avec discipline les directives du syndicat, mais contre tout ceux qui ont joué un rôle actif dans le mouvement.

La « chasse aux gauchistes », forme moderne de la chasse aux sorcières, est devenue une préoccupation prédominante de nos camarades du P.C., et dans le triste travail qui rappelle les formes anti-communistes d'antan, l'appui des réactionnaires de l'Université ne leur a pas été ménagé.

Que propose le S.N.E.-Sup ? En fonction de son analyse, il ne croit pas la rentrée possible sans que soient réalisées six conditions :

- retrait des forces de police des locaux universitaires ;
- dissolution des polices parallèles internes à l'Université ;
- libre exercice des libertés politiques et syndicales dans l'Université ;
- pas de réforme octroyée par le gouvernement ;
- refus de la sélection et de l'élimination des étudiants ;
- vote d'un collectif budgétaire minimum pour assurer le fonctionnement.

Il propose non seulement une série de bouleversements des structures universitaires et de leur contrôle sur les enseignants et les étudiants, une

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

*Directeur Politique*  
Christian Guerche

*Directeur adjoint*  
Claude Glayman

*Rédacteur en chef*  
Eric Bergaire

*Rédaction*  
81, rue Mademoiselle  
Paris-15<sup>e</sup> - Tél. : 306-22-60

*Administration :*  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège  
de l'administration*  
Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

implantation immédiate d'une formation technologique avec le contrôle des travailleurs, mais une nécessité : prévoir une période d'expérimentation de toute transformation et une sauvegarde, la nécessaire critique de la société existante capitaliste.

La stratégie syndicale reste offensive au S.N.E.-Sup, l'alliance avec les étudiants sera renforcée, et surtout une action extra-universitaire avec les travailleurs est préconisée.

Les Universitaires regroupés au S.N.E.-Sup, continueront le mouvement de mai jusqu'à la victoire.

Abraham BEHAR

## □ A nos lecteurs

**C**omme chaque année « Tribune Socialiste » suspend sa parution durant une partie des mois d'été. Ce numéro 379 est donc le dernier avant la rentrée de septembre. Nous sommes certes conscients que les événements de mai imposent de nouveaux et nombreux devoirs au P.S.U., et par conséquent à son hebdomadaire. C'est pourquoi en nous excusant de cette interruption, notamment auprès de nos lecteurs récents, nous sommes d'ores et déjà en mesure d'annoncer que des transformations de divers ordres interviendront pour « T.S. » au cours de l'automne prochain. Toutes auront pour objectif de mieux répondre aux exigences de ceux qui nous lisent, membres ou non du parti. Le renforcement de l'équipe de rédaction à la suite d'adhésions de nombreux journalistes professionnels au cours des mois de mai et de juin accroît encore nos chances de réussir dans cette entreprise d'amélioration. En attendant ce rendez-vous, la direction de « T.S. » et son comité de rédaction vous souhaitent les meilleures vacances. Le combat continue et continuera !

# □ Premier bilan

Marc Heurgon

Dans la masse des témoignages et jugements qui s'amoncellent sur le mouvement de mai et qui permettront un jour d'écrire l'histoire, le Parti Communiste vient de verser sa propre contribution. Le rapport de Waldeck-Rochet, devant le Comité central de Nanterre, est un plaidoyer et obéit donc à la loi du genre qui est de justifier. Le Secrétaire général du P.C.F. avait la difficile mission de répondre aux questions que se posent sur son parti, sur le rôle de celui-ci dans la crise, non seulement des militants communistes profondément troublés, mais tous ceux qui, en France ou à l'étranger, voient dans un bilan sérieux des récents événements le préalable à toute discussion sur l'avenir.

Voici donc non pas l'image du P.C.F. dans la crise, mais l'image après coup qu'il souhaiterait que l'on garde de lui ; la version officielle, pour le moment du moins. C'est un tableau en noir et blanc : d'un côté le Parti qui avait tout prévu dans ses assises antérieures, qui s'insère (bouts de textes et ciseaux à l'appui) dans toute la tradition des classiques révolutionnaires, qui a déjoué les complots des uns et les provocations des autres, pour adopter chaque fois les seules positions réalistes, capables de préserver l'avenir ; si, en fin de compte, les choses n'ont pas tourné comme il le souhaitait, c'est là un contre-temps malheureux, mais qui n'altère en rien la justesse de la ligne ; puisque tout est fort bien, il n'y a rien à remettre en cause, ni sur le plan de la stratégie, ni sur celui des structures ; continuons sur la lancée. De l'autre côté, les aventuriers, gauchistes, renégats et provocateurs à la solde des gaullistes et mus par le seul anticommunisme, incapables d'analyser une situation et qui, s'ils avaient été suivis, auraient entraîné le mouvement ouvrier dans une aventure sanglante. L'escalade dans l'injure vise particulièrement le P.S.U. ; c'est là pour nous un témoignage inattendu ; nous n'avions pas l'habitude de voir le P.C.F. nous accorder une telle importance. Que les dirigeants communistes ne comptent cependant pas sur nous pour poursuivre ici et sur ce ton une polémique qui n'a que trop duré. C'est du fond qu'il importe de discuter et c'est sur ce plan que nous entendons répondre.

\*\*

Une question domine le débat : — A la fin de mai 1968, compte tenu du développement du mouvement depuis l'explosion étudiante du 3 mai, la situation pouvait être qualifiée de révolutionnaire. En d'autres termes, l'état des forces en présence permettait-il d'espérer un changement de pouvoir, avec le minimum de risques d'échec ?

C'est entre le lundi matin 27 mai et le mercredi soir 29 que tout s'est joué et l'on dispose maintenant d'informations suffisantes pour porter un jugement sur ces trois journées décisives.

Quand au soir de ce lundi, devant l'immense foule de Charléty, André Barjonnet affirme que « tout est possible », il a incontestablement raison. Le régime fort qu'est le gaullisme est en pleine liquéfaction : il n'y a plus d'Etat. Personne ne s'est soucié par exemple dans le déclenchement des grèves de déposer le préavis légal et le gouvernement n'a pas songé à s'en formaliser. Au mépris d'une décision d'expulsion du ministre de l'Intérieur, Cohn-Bendit a pu rentrer à Paris et tenir une conférence de presse en pleine Sorbonne. Peut-on dire qui est encore ministre, ou qui a démissionné parce que trop compromettant ou pour ménager d'éventuelles transitions ? Voilà que le mercredi, le Conseil des ministres est brutalement annulé : le chef de l'Etat a disparu, et l'on se perd en conjectures sur ses projets. Dans tel ministère, on brûle en hâte des archives ; certains hauts fonctionnaires confient à qui veut bien les entendre qu'ils ne peuvent plus se faire obéir. A la paralysie du pouvoir central répond le désarroi de ses agents en province : à Nantes, à Caen, à Saint-Etienne, les préfets sont isolés et sans pouvoirs ; à Grenoble, contact sera pris le 29 avec les manifestants pour leur demander de maintenir l'ordre eux-mêmes, parce qu'il n'y a plus de réserves. Mais Waldeck-Rochet raille l'illusion de ceux qui croient le pouvoir vacant : « De Gaulle et son gouvernement n'ont jamais manifesté leur intention de se retirer et de laisser la place ».

Illusion, dira-t-on, car il y a la menace militaire. « Les forces militaires et répressives se trouvaient du côté du pouvoir établi », affirme encore le Secrétaire du P.C.F. En est-il certain ? Cette armée est-elle si fidèle au régime que de Gaulle éprouve d'aller en voir les chefs en Allemagne, s'humiliant à acheter leur concours, ou leur neutralité, par la libération des chefs de l'O.A.S. ? On connaît les hésitations et les divisions à l'intérieur des polices. Sur le continent, aucun doute n'est possible : le gouvernement ne croit plus possible de laisser les jeunes recrues consignées dans leurs casernes ; les mardi et mercredi, on organise rapidement de grandes manœuvres dans la campagne pour tenir les soldats à l'écart d'éventuelles manifestations. Il faut surtout poser une nouvelle fois la même question à tous ceux qui agitent rétrospectivement l'épouvantail militaire : que peut faire dans la France de 68 une armée qui se serait heurtée à 9 millions de travailleurs occupant leurs entreprises ? Qui ne voit que du renforcement de

la grève dépend et la paralysie du pouvoir et sa possibilité de recourir à la répression ? C'est à ce niveau qu'il faut situer l'écrasante responsabilité de ceux qui, pendant ces journées, ont tout fait pour pousser à la reprise du travail et du même coup désarmer le mouvement en accroissant les risques d'un affrontement sanglant.

C'est qu'en effet, ce pouvoir qui est à prendre, il y a désormais une masse immense de travailleurs qui est prête à l'assumer et qui en a de plus en plus conscience. « Les travailleurs, déclare encore Waldeck-Rochet, dans leur masse, étaient entrés dans la lutte avant tout pour de meilleures conditions de vie et de travail et non pour imposer un pouvoir politique par la force insurrectionnelle. » Jugement statique qui ne tient aucun compte de la dynamique du mouvement. Par delà les revendications de salaires, on sait quelle importance ont très vite pris les thèmes du pouvoir ouvrier dans les entreprises et comment s'y sont installés spontanément et pacifiquement de nouvelles formes de pouvoir. Il faut à ce sujet lire dans le « Nouvel Observateur » de cette semaine l'article de Serge Mallet comme les premiers numéros de ces importants « Cahiers de Mai » que dirige Daniel Anselme.

Le 27 mai, on ne se bat plus seulement pour des satisfactions matérielles : les grévistes dénoncent le protocole d'accord signé la veille par les Centrales. Dès qu'est connu l'accueil réservé chez Renault à Georges Seguy, la nouvelle fait tâche d'huile et relance la grève en province. C'est le même jour que se produisent les premières interruptions de courant ; si l'électricité est coupée, la paralysie deviendra complète. En acceptant le 28 mai des accords de reprise à l'E.D.F., Georges Seguy fait donc disparaître un moyen de pression essentiel, il fait surtout savoir au gouvernement que pour la C.G.T. celui-ci est toujours un interlocuteur ; précieux ballon d'oxygène pour le régime.

L'écho rencontré par la manifestation de Charléty a cependant été si grand que le mercredi 29 la C.G.T. lance à son tour une grande manifestation à Paris et dans les grandes villes de province. Les mots d'ordre sont essentiellement politiques. « Adieu de Gaulle » - « Gouvernement populaire », sont clamés par des centaines de milliers de manifestants, décidés et sûrs de leur force. Peut-on ensuite accorder quelque crédit à l'affirmation de Waldeck-Rochet suivant laquelle « l'immense masse du peuple était hostile à une pareille aventure », à savoir une mise en cause du pouvoir gaulliste. Il peut suffire en cet après-midi du 29 mai qu'une consigne soit donnée ; c'est en tout cas l'opinion d'un ministre haut placé déclarant : « s'ils vont à l'Hôtel de Ville, tout est fini... ». Ils n'iront pas, dès lors de Gaulle sait qu'il peut parler le lendemain et le jeudi 30 mai ce sont d'autres manifestants osant sortir

pour la première fois et sachant que désormais tout est possible pour eux, qui remontent vers l'Arc de Triomphe.

En fonction de ces éléments, il est possible de tirer quelques conclusions provisoires :

1. — C'est entre le 29 et le 30 mai que s'est produit le renversement de situation. Tout ce qui s'est passé après le 30 est secondaire, dans la mesure où le gaullisme ayant gagné, il ne peut s'agir que d'un reflux, qu'une queue de mouvement. Il reste que la magnifique résistance ouvrière à Flins ou à Sochaux atteste rétrospectivement du niveau de prise de conscience auquel était parvenu le mouvement ; cependant, la situation ne pouvait plus être fondamentalement modifiée.

2. — Le débat sur les élections est, lui, sans grand intérêt. On peut encore discuter pour savoir s'il valait mieux prôner le boycott ou se servir de la campagne électorale comme de l'occasion d'une campagne politique d'explication. De nombreux camarades du mouvement ont choisi la première solution ; le P.S.U. a fait sienne la seconde ; il y a là désaccord tactique. Seul le Parti communiste a cru qu'après avoir laissé le régime gaulliste se raffermir, qu'après avoir poussé les travailleurs à cesser la grève, il pourrait obtenir un succès électoral. Des élections ne créent pas une situation nouvelle ; elles donnent une image plus ou moins déformée (suivant le mode de scrutin) de ce que sont les rapports de force réels. La masse flottante, hésitante jusqu'au 30 mai, a simplement rallié le camp du vainqueur. Il est infiniment probable que si la gauche avait pris le pouvoir entre le 27 et le 29 mai, elle aurait gagné les élections trois semaines après.

3. — Le Parti communiste est maintenant le parti de l'ordre ; il se fait le défenseur de la légalité à tout prix. Voilà une attitude qui le met en flèche au sein du mouvement communiste international. Depuis Krouchtchev, les partis communistes admettaient que la voie de passage au socialisme pouvait être pacifique, mais ils n'affirmaient pas qu'elle l'était forcément. Depuis Waldeck-Rochet, on n'envisage plus que « l'action en vue de changements démocratiques nécessaires, dans le cadre de la légalité », c'est-à-dire dans le cadre parlementaire. Il reste à s'interroger sur ce qu'est la légalité d'un régime. Le général de Gaulle, sur les Champs-Élysées, a donné dimanche dernier sa haute caution à l'anniversaire d'une insurrection, celle du 14 juillet. Les quatre premières Républiques ont toutes été instaurées de manière illégale et légitimées après coup par le suffrage universel. Que dire de la V<sup>e</sup> République, née de l'exploitation habile d'un coup d'Etat militaire colonial, sanctionnée par l'abdication d'un Parlement et plusieurs mois après par les élections ?

4. — C'est un faux dilemme dans lequel prétend nous enfermer le régime (Suite page 4.)

(Suite de la page 3.)

Parti communiste en opposant le cadre légal qu'il a choisi et l'insurrection dont il nous prête le projet. L'analyse faite plus haut tend à prouver qu'il était possible, entre le 27 et le 29 mai, à condition que le mouvement de grèves se renforce et se généralise, à condition que quelques démonstrations de masse portent les coups de boutoir décisifs, à condition que soit ouverte une autre perspective politique d'acculer le régime à la démission. Nous n'avons jamais dit autre chose. Nous n'avons jamais fait de la violence un but en soi, comme nous n'avons jamais accepté d'en écarter à priori l'emploi comme réplique à un choix délibéré de l'adversaire. Quand Waldeck Rochet condamne sans réserves les baricades, il nie par là même toute existence au mouvement. Jamais la grande manifestation pacifique du 13 mai n'aurait eu lieu sans les baricades du 10 sur le boulevard Saint-Michel.

Le reste est incertain ; personne ne peut en effet affirmer que le régime gaulliste se serait effondré sans heurts le 29 mai. Il est seulement possible de remarquer que le rapport des forces était tel que les risques d'affrontement violents restaient minimes. Jamais une telle situation ne s'était offerte au mouvement

ouvrier français depuis la Libération. Au pied du mur, il y a ceux qui osent et qui gagnent. Lénine en octobre 1917 a parié contre la volonté de la majorité de son parti ; s'il n'avait pas gagné toute une littérature aurait expliqué depuis que la situation n'était pas révolutionnaire et lui-même un provocateur.

Il ne s'agit pas en fin de compte d'un vain débat rétrospectif. Chacun sent que du jugement porté sur la crise de mai dépend la stratégie du mouvement ouvrier français pour les prochaines années. Il est évident qu'une grande occasion a été manquée ; il l'est tout autant qu'aucun des problèmes réels n'étant résolu par la victoire électorale du gaullisme, la crise ne pourra que se reproduire, un peu plus tôt ou un peu plus tard, sous une forme ou sous une autre. Toute entente entre les forces de gauche passe désormais par un accord qui donne à chacune d'elle la garantie qu'une nouvelle occasion ne sera pas gâchée ; c'est dire que doivent être réglées les questions de programme mais aussi celles de stratégie et d'alliances ; ensuite seulement pourront être réglées les questions de structuration. A ce prix, mais à ce prix seulement, la révolution du mois de mai n'aura pas été inutile parce qu'elle apparaîtra pour tous comme un grand 1905 européen. □

## LE PCF parle du PSU

Depuis plusieurs semaines, le Parti Communiste, dans ses journaux, dans ses meetings, dans les déclarations radiodiffusées ou télévisées, ne cesse d'attaquer le P.S.U., dans le vain espoir à la fois de nous écraser sous sa rhétorique et ses insultes, et de nous détourner de notre voie.

Nous répondrons, calmement, chaque fois que cela nous paraîtra nécessaire pour éclairer les luttes sociales et politiques de ce pays, pour franchir les multiples obstacles qui se dressent sur le chemin du socialisme en France. Mais nous laisserons chaque fois de côté tout souci vain de polémique, encore plus d'injure. Seul langage que semble concevoir le P.C. à notre égard.

Parce qu'il sent le désaccord croissant de nombreux travailleurs à l'égard de sa politique, en même temps qu'il mesure l'accroissement de notre audience parmi eux, le Parti Communiste croit s'en tirer en disant « c'est la faute au P.S.U. ». En quoi il nous rend un hommage auquel nous sommes sensibles. Tout en regrettant que les dirigeants du P.C. s'affolent dans leurs propos, au point de perdre le sens du ridicule.

Les citations qui suivent donneront une idée à nos lecteurs, des amabilités qui nous sont adressées. Ils y verront aussi la conception que les dirigeants communistes se font de l'unité de la gauche, à partir du moment où l'on se permet d'être en désaccord avec eux. Ils y verront enfin l'escalade de la « mouche du coche » à l'auteur principal de l'échec de la gauche. Des « prétentions exorbitantes » à la responsabilité dans la prolongation de la grève... Tel serait le rôle du P.S.U.

Est-il excessif de demander au P.C.F. de devenir raisonnable dans ses propos ?

...Le P.S.U. qui dans la lutte contre le gaullisme a trop souvent joué la mouche du coche.

Voici maintenant qu'il voudrait faire croire (le P.S.U.) qu'il est au centre des événements. Comme si les neuf millions de grévistes avaient attendu ses conseils...

Le P.S.U. se veut socialiste. Mais au lieu de contribuer à ouvrir la voie au socialisme, il tente de dévoyer le mouvement actuel vers une issue peu propice à des mesures vraiment démocratiques. Mais ses prétentions sont exorbitantes de ses possibilités.

...Il est inutile de lui conseiller la modestie : le P.S.U. en est incapable. Mais il est utile de faire observer à ceux que son tapage pourrait impressionner, il est utile de leur faire observer fraternellement que la lutte sociale est une affaire sérieuse

et que le P.S.U. y participe de telle manière que le gaullisme y trouve son compte.

Article anonyme - « L'Humanité » du 29 mai 1968.

Il est arrivé au Parti Communiste, dans le passé, d'avoir des échanges de vues avec la formation à laquelle vous faites allusion (le P.S.U.), qui se présente comme une formation de gauche. Mais je veux vous parler franchement : nous avons constaté que dans la dernière période le P.S.U., après avoir été récemment abandonné par une partie importante de ses dirigeants et de ses cadres, par tous ceux qui avaient un sens quelconque des responsabilités, a joué le rôle d'une sorte d'officine qui a soutenu ouvertement et sans exception toutes les aventures gauchistes...

Ces excentricités, pour employer un mot gentil, le P.S.U. semble-t-il continue de s'y associer...

Réponse à un auditeur, sur les ondes d'Europe n° 1, le 10 juin 1968 - Etienne Fajon. Publié dans « L'Humanité » du 12 juin 1968.

Il fallait à Pompidou un parti de francs tireurs, accomplissant la même besogne, au nom bien sûr de la gauche, voire de la révolution. Pompidou l'a. Ce parti, c'est le P.S.U....

Qu'on nous entende, nous ne refusons pas le débat... L'attitude du P.S.U. n'a rien à voir avec le débat nécessaire. Ses dirigeants — les représentants donc de l'une des nombreuses tendances que compte ce parti — ont joué l'émeute, encouragé les aventures, couvert les incitations au désordre. Ils ont aidé à dévoyer le mouvement étudiant, les voici maintenant qui se posent en donneurs de leçons...

...Il y avait probablement chez Rocard, le regret poignant que peut donner à un inspecteur des finances en mal d'ascension, une opération manquée. Il y avait chez lui la rogne de s'être heurté au sens des

responsabilités des organisations de la classe ouvrière, la colère d'avoir vu les travailleurs lutter pour eux mêmes plutôt que de servir de masse de manœuvre...

Laurent Salini - « L'Humanité » du 20 juin 1968.

...Après avoir calomnié et insulté la C.G.T. et notre parti, le P.S.U. s'est employé à entraver la reprise du travail dans les entreprises même lorsque les travailleurs avaient obtenu satisfaction...

...Le P.S.U. qui se présentait à ses débuts comme un facteur d'union de la gauche, est aujourd'hui dominé par les éléments gauchistes, les aventuriers et les renégats. Il se réclame d'un programme qui n'a de socialiste que le nom et toute son activité est déployée en vue de diviser les forces démocratiques.

...Cela signifie que les propos d'hommes comme Sauvageot, Rocard et autres Barjonnet, sur la prise du pouvoir possible en mai dernier, sont des propos d'irresponsables sinon de provocateurs.

Waldeck Rochet - Rapport au Comité Central - Lundi 8 juillet 1968.

## Histoire revue et corrigée

Dans son rapport au Comité central, Waldeck Rochet n'a eu de cesse de vanter la lucidité et la responsabilité dont le Parti Communiste aurait fait preuve pendant les événements.

S'il est vrai que tout au long des deux mois, le P.C.F. n'a eu de cesse d'isoler le mouvement étudiant, et de détourner le mouvement ouvrier des revendications sociales et politiques, qui étaient les siennes, et qui dépassaient de très loin les simples revendications salariales, il est faux de dire que le P.C. a vu constamment clair.

Le rapprochement des citations du rapport de Waldeck Rochet, et de celles extraites de la presse du P.C., pendant les événements le prouve

### SUR LA VACANCE DU POUVOIR

A la vérité et en dépit de tous les bavardages du secrétaire du P.S.U. sur les différentes façons de prendre le pouvoir, il n'est pas vrai qu'en mai dernier le pouvoir était vacant, qu'il suffisait d'une pression populaire pacifique par la grève pour assurer la chute du régime, l'avènement d'un gouvernement de gauche.

Non seulement de Gaulle et son gouvernement n'ont jamais manifesté leur intention de se retirer et de laisser la place, mais le 30 mai, de Gaulle a réaffirmé qu'il était résolu à se maintenir par tous les moyens, c'est-à-dire y compris en faisant appel à l'armée de Massu.

Waldeck Rochet - Rapport au Comité Central - Lundi 8 juillet

Il est temps de prévoir la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique. Pour sa part, le Parti Communiste français est prêt à prendre toutes ses responsabilités.

Déclaration du Bureau politique du P.C.F., le 20 mai 1968.

Il faut en finir avec le pouvoir des monopoles, avec le pouvoir gaulliste, et promouvoir un gouvernement populaire s'appuyant sur la volonté du peuple.

Le parti communiste est prêt à prendre sa place dans un tel gouvernement...

C'est pour qu'un tel objectif puisse être atteint rapidement que le Parti Communiste invite à la création de nombreux comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique.

Déclaration de Waldeck Rochet à l'O.R.T.F., le 24 mai 1968.

En tout état de cause, ce pouvoir est usé et déconsidéré. Il est grand temps de créer les conditions de relève démocratique.

Etienne Fajon - « L'Humanité » du 27 mai 1968.

Voici qu'en ce dixième anniversaire du règne, un processus irréversible s'est amorcé. Le pouvoir a fait faillite, l'Etat se désagrège, le gouvernement étale son impuissance, le signe providentiel a disparu avec les circonstances qui assurèrent la divine surprise de mai 1958.

Il est temps que de Gaulle s'en aille,

telle est l'exigence populaire.

René Andrieu - « L'Humanité » du 30 mai 1968.

### SUR LES ELECTIONS

...De Gaulle s'est résolu à exploiter la situation d'une autre manière en annonçant le 30 mai la dissolution de l'Assemblée et en fixant précipitamment les élections aux 23 et 30 juin....

...Les résultats des élections ont montré que le calcul gaulliste n'était pas faux...

Waldeck Rochet - Rapport au Comité Central - Lundi 8 juillet

...Imaginez-vous, monsieur le Président de la République, et je crois pouvoir vous le dire parce que je suis de ceux qui n'ont pas oublié que les rapports des Français avec vous n'ont pas toujours été ce que vous avez voulu qu'ils deviennent aujourd'hui, imaginez-vous que ce 30 mai où vous alliez prendre la parole sur le petit écran, le matin nous étions réunis, au Comité central du Parti Communiste français, pour examiner les questions politiques qui se posaient ce jour-là, sans attendre de savoir ce que vous en pensiez. Les textes sont là pour vous apprendre l'issue de nos débats. Mais il vous y manque un attendu qui a son importance. Et vous me permettez de commettre pour vous une indiscretion : presque tous les orateurs, de leur place ou de la tribune, ce matin-là, supputant ce que vous pouviez faire, exprimaient un vœu, sans trop croire que vous leur feriez le plaisir d'y souscrire. Ils disaient, et c'est fort naturel de leur part de souhaiter le bien de notre parti, ils disaient que le mieux serait pour nous que vous dissolviez cette chambre, principal obstacle à la satisfaction des désirs populaires, et que, par des élections, vous ayez l'imprudence d'en faire élire une autre, laquelle ne pourrait être que meilleure. Pour le parti, mais pas pour le parti seulement, pour le pays, où l'on vivrait de son travail, où les jeunes gens prépareraient l'avenir sans être matraqués, où il serait tenu compte de la diversité des intérêts français par le système des partis, ce système des partis que vous avez l'habitude d'accabler de votre superbe...

Discours de Louis Aragon, au meeting d'ouverture de la campagne électorale au palais des Sports, le 10 juin 1968.

## Partis

## La FGDS vivra-t-elle ?

André Laude

La F.G.D.S. est à nouveau en crise aiguë. Les résultats des récentes élections ont réveillé des révoltes qui sommeillaient dans les rangs des fédérés.

D'une part, les radicaux gémissent et se tordent les mains : François Mitterrand serait un mauvais pilote. Il aurait entraîné le frêle esquif vers des eaux mouvantes au fond desquelles il risquerait de sombrer. Les amis de René Billères estiment que le rapprochement de plus en plus accentué de la Fédération avec le Parti communiste a eu des effets désastreux.

D'autre part, Gaston Defferre a trouvé dans ces élections motif à relancer son attaque contre la stratégie de la Fédération. Il semble que le député maire de Marseille prenne du champ. Déjà, ses candidats à Marseille avaient renoncé à l'étiquette F.G.D.S. Le spectre de M. X hante à nouveau les couloirs de la cité Malesherbes. A nouveau, on reparle de « grande Fédération ».

## La tentation centriste

Mais les choses ne sont plus aujourd'hui ce qu'elles étaient hier. Le centrisme ne constitue plus du tout une force autonome. Nombre de députés C.P.D.M. ont été élus grâce à l'apport des voix gaullistes et au soutien des hommes au pouvoir. Les centristes ont ouvertement rallié la droite en faisant chorus avec celle-ci contre le « péril rouge ». Ils sont devenus des otages du régime dans les remous de cette formidable mascarade électorale.

Avec quelles forces centristes pourrait se constituer une « grande fédération » ? Les forces disponibles sont minces. Cette évidence est de nature à refroidir les ardeurs de Gaston Defferre et à le rendre timide. Dans l'état actuel des choses, il n'est pas acquis que Gaston Defferre puisse arracher un nombre suffisant de socialistes de l'emprise de Guy Mollet pour tenter une aventure risquée.

A preuve : au sein de la S.F.I.O. se développe un courant qui pousse au repli sur la « vieille maison ». Arthur Notebart, le bouillant député du Nord, a trouvé des accents patriotiques pour dénoncer le danger et sonner l'alerte.

Pour l'instant, Guy Mollet semble bien tenir les rênes en mains. Il a brisé l'élan d'hostilité qui s'exprimait à l'égard de François Mitterrand dont on réclamait le départ de son poste de leader. Mais la tâche reste difficile pour le « patron » de la S.F.I.O.

## Refaire 1905

On sait que Guy Mollet caresse un vieux rêve : refaire 1905, refaire bril-

ler le beau soleil de l'unité, rassembler les deux branches qui se sont séparées du tronc commun en 1920 à Tours. Mollet table, pour justifier ses espérances, sur les changements intervenus dans le mouvement communiste international depuis le 20<sup>e</sup> Congrès et les révélations sur les crimes du stalinisme.

Sans doute, Guy Mollet pense-t-il qu'une mutation du P.C. s'opposant à toute visée révolutionnaire est inévitable et qu'elle surviendra un jour quand le courant « novateur » se sera affirmé au sein de l'appareil communiste. A l'heure présente, le premier souci du secrétaire général de la S.F.I.O. est de sauver la F.G.D.S., d'éviter que les forces centrifuges fassent éclater l'édifice. Y parviendra-t-il ? On est en droit de se poser la question.

En effet, si la F.G.D.S. voit la révolte se lever sur sa droite, la révolte gronde aussi à gauche, chez les conventionnels.

## La colère conventionnelle

A l'encontre de ce que croyaient certains de ses membres, les événements de mai n'ont pas permis un recrutement important. C'est notre Parti qui a bénéficié de ce mouvement de politisation au sein des couches nouvelles accédant à la vie de citoyens responsables. De plus, ce sont les conventionnels qui ont payé la note des élections. A la base, la colère est grande : de nombreux militants en ont assez de jouer les « feuilles de vigne ». Jadis, les conventionnels espéraient qu'ils parviendraient, de par leur développement, à s'imposer de telle sorte au sein de la Fédération, qu'il arriveraient à l'orienter dans le sens du renouvellement socialiste, qu'ils arriveraient à briser le monopole de Guy Mollet et de ses compagnons d'armes. Cette espérance a échoué. Les conventionnels n'ont guère été que la « couverture de gauche » derrière laquelle les forces de la social-démocratie dégénérée, du radicalisme à l'agonie, les puissances des notables incrustés dans les fiefs des provinces, ont joué gagnant leur partie de cartes.

Que cela plaise ou non, il faut bien reconnaître que les forces majeures dans la F.G.D.S. sont parfaitement incapables d'assumer le rôle de dirigeantes des luttes pour la conquête du socialisme en France. La base électorale socialiste et radicale, les appareils de ces deux formations ne sont pas dépositaires de l'espérance qui s'est affirmée puissamment à travers notre pays durant le mois de mai. Révolutionnaire dans ses statuts, la S.F.I.O. a sombré dans la pratique réformiste qui l'a menée



La tactique était au point...

A.F.P.

jusqu'à la collaboration de classes et à « l'exercice du pouvoir », si cher à Léon Blum. La volonté de combattre le capitalisme a déserté les rangs de la « vieille maison » qui s'avère dorénavant incapable de comprendre les réalités des temps présents et d'en tirer des leçons révolutionnaires.

Un choix grave s'impose aux conventionnels : faut-il pour servir la gauche, la lutte socialiste, continuer à faire vivre une F.G.D.S. impuissante à devenir autre chose qu'un cartel ?

## Le choix véritable

Ce choix s'impose d'autant qu'une gauche absolument nouvelle a surgi hors des partis traditionnels, une gauche qui redécouvre des idées enfouies jusqu'ici sous la poussière des mots : refus du parlementarisme, autogestion, etc.

Chez certains semble exister la tentation de former une structure indé-

pendante de la F.G.D.S. Mais une question se pose. Y a-t-il actuellement une place pour une telle structure, alors que s'impose le regroupement des forces authentiquement dévouées au combat pour le socialisme.

C'est tout le problème de la redistribution des forces qui figure aujourd'hui à l'ordre du jour, alors qu'il existe dans ce pays des millions de femmes et d'hommes prêts à donner leur appui au combat socialiste à condition que ce combat ne soit pas mené dans l'ambiguïté et sous des drapeaux souillés.

Il est encore trop tôt pour prophétiser l'éclatement de la F.G.D.S. Beaucoup ont intérêt à ce qu'elle survive car sa disparition signifierait leur propre disparition. Mais il est dorénavant clair que la survie de la F.G.D.S. ne pourra se faire qu'au prix de compromis toujours plus grands et toujours plus condamnables. □

## Communiqué du PSU

Sous diverses formes, la répression gouvernementale et patronale s'accroît, tandis que le « collectif » budgétaire fait apparaître à quel prix on entend faire payer aux travailleurs les avantages qu'on leur avait consentis en mai. Dans les entreprises, la chasse aux militants syndicaux a commencé, qu'elle se traduise par des brimades ou la multiplication des licenciements.

A l'O.R.T.F., on organise l'élimination de tous ceux qui se sont battus pour une information libre, on tente de démanteler l'Office au bénéfice des intérêts privés. A Paris comme dans les grandes villes universitaires des policiers montent la garde devant les bâtiments universitaires déserts. Le 10 juillet, en faisant irruption dans une réunion de militants de la J.C.R. (Jeunesse Communiste Révolutionnaire), en

en interpellant 41 dont 9 ont été gardés à vue, la police gouvernementale a remis en vigueur les perquisitions que Paris n'avait plus connues depuis juillet 1940.

La réplique ne peut venir que de tous ceux qui en mai et juin derniers se sont battus pour prendre en main leurs propres affaires et qui doivent maintenant s'organiser ensemble dans un front uni contre la répression. Le P.S.U. lance un appel pressant à tous ceux, organisés ou non, qui se sentent directement frappés par les mesures qui frappent leurs camarades de combat. Dans les tous prochains jours, nous devront être en état de faire savoir quelles formes ils entendent donner à leur solidarité.

Jeudi 11 juillet - 19 heures.

## Analyse des résultats (suite et fin)

### Le PSU a-t-il progressé ?

Nous concluons dans ce numéro, un certain nombre d'analyses et de commentaires, concernant les résultats électoraux de notre Parti au cours de cette campagne. Bien entendu cela mériterait encore d'être fouillé. Cela sera fait ailleurs.

Il nous est apparu cependant qu'il était indispensable que nos lecteurs mesurent exactement la portée de nos résultats. Ne serait-ce que parce qu'une singulière conjonction tend à en démontrer l'inexistence. En vain. Encore fallait-il qu'on le sache.

C. G.

## Ouest-Atlantique

### Des progrès décisifs

Les résultats de la Loire-Atlantique sont plus qu'encourageants. Ils ne sont pas les seuls.

#### Loire-Atlantique : 8 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats ....	2	8	+ 6
Voix P.S.U. ....	5.145	24.456	+ 19.311
% moyen par circonscrip.	4,35 %	6,43 %	+ 2,08 %
% départemental .....	1,29 %	6,43 %	+ 5,14 %
Voix P.C.F. ....	43.355	35.237	- 8.118
Voix F.G.D.S. ....	75.942	69.309	- 6.633

Remarquable progrès d'ensemble du P.S.U., qui quadruple ses voix dans le département, et est en tête de la gauche à Châteaubriand.

Un seul score médiocre à Guerande.

**MORBIHAN.** — Le P.S.U. y présentait quatre candidats qui totalisent 6.331 voix, contre 1 candidat (sans concurrent F.G.D.S.) en 1967 qui obtenait 4.414 voix. S'il consolide sa position à Vannes, et réalise un score intéressant à Pontivy, il essuie deux lourds échecs, à Lorient et Hennebont.

**MAINE-ET-LOIRE.** — Le P.S.U. y présentait trois candidats qui totalisent 5.940 voix, contre 1 candidat en 1967 (sans concurrent F.G.D.S.) qui obtenait 4.212 voix. Les deux candidats d'Angers ne franchissent pas le seuil des 5 %, mais D. Davaut fait une intéressante percée à Saumur.

**SARTHE.** — Même situation dans la Sarthe. En 1967, le P.S.U. était absent du scrutin. En 1968, avec quatre candidats, il totalise : 9.492 voix. Un bon résultat au Mans. Intéressant à Sablé. Plus médiocres à La Flèche et à Mamers.

#### Vendée : 4 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats ....	0	3	
Voix P.S.U. ....	>	10.096	
% moyen par circonscrip.	>	6,70 %	
% départemental .....	>	4,84 %	
Voix P.C.F. ....	20.297	10.093	- 10.204
Voix F.G.D.S. ....	20.716	20.415	- 301

Recul important du P.C.F. qui perd la moitié de ses voix. Le P.S.U. fait une apparition spectaculaire à la Roche-sur-Yon où M. F. Morineau se place d'emblée avec 6.200 voix et plus de 12 % des voix, en tête de la gauche. Les deux autres résultats sont moins favorables mais sont encourageants.

#### Charente-Maritime : 5 circonscriptions

	1967	1968	Différence
Nombre de candidats ....	2	2	0
Voix P.S.U. ....	11.057	14.896	+ 3.839
% moyen par circonscrip.	11,21 %	14,96 %	+ 3,75 %
% départemental .....	5,08 %	6,84 %	+ 1,76 %
Voix P.C.F. ....	39.170	29.963	- 9.207
Voix F.G.D.S. ....	44.233	46.717	+ 2.484

Michel Boucher à Royan améliore sérieusement son score par rapport au premier tour de 1967, 11.964 voix contre 9.635. Desmoulin à Saintes fait un résultat satisfaisant. Le P.S.U. doit pouvoir étendre son implantation dans le département. Recul considérable du P.C.F. La F.G.D.S. améliore ses positions.

## Provence 1<sup>ères</sup> expériences

Décevants dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, les résultats du P.S.U. sont nettement plus encourageants dans les Alpes-Maritimes. Le bilan de cette courageuse campagne est extrêmement positif sur le plan de l'implantation de notre Parti. Nul doute qu'aux prochaines échéances, notre voix sera mieux entendue, comme elle l'est déjà dans d'autres régions du pays.

#### Alpes-Maritimes : 6 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	1	6	+ 5
Voix P.S.U. ....	2.723	15.167	+ 12.444
% par circonscription ....	5 %	4,78 %	- 0,32 %
% départemental .....	0,8 %	4,78 %	+ 4,70 %
Voix P.C.F. ....	80.984	78.889	- 2.095
Voix F.G.D.S. ....	30.709	6.835	- 23.874

La Fédération ne présentait pas de candidat dans trois circonscriptions, afin de favoriser les centristes. Le P.C.F. maintient ici ses positions. A Nice 1<sup>re</sup>, Cannes et Menton, le P.S.U. enregistre de bons résultats.

**VAUCLUSE.** — En 1967 pas de candidat. En 1968 deux candidats qui totalisent 3.117 voix, et un pourcentage moyen de 2,85 %.

**BOUCHES-DU-RHÔNE.** — En 1967 pas de candidat. En 1968 un candidat dans chaque circonscription, soit 11 candidats. Le total des voix P.S.U. est de 15.778, le pourcentage départemental étant de 2,88 %. Jean Pivasset, secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône, a dit la semaine dernière dans Tribune les conclusions politiques qu'il fallait tirer de ces résultats et de notre action. Nous les partageons totalement.

## Champagne

### Progrès sérieux dans la Marne

Nous sommes présents dans trois départements sur quatre, et absents dans les Ardennes ce qui constituait probablement une erreur. Dans le département de la Marne, notre apparition dans 3 circonscriptions sur 4 permet de marquer les progrès du P.S.U. sur l'ensemble du département. Les résultats dans l'Aube et la Haute-Marne sont moins encourageants.

#### Marne : 4 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	1	3	+ 2
Voix P.S.U. ....	2.556	10.026	+ 7.470
% par circonscription ....	4,86 %	6,54 %	+ 1,68 %
% départemental .....	1,26 %	4,99 %	+ 3,73 %
Voix P.C.F. ....	48.625	45.364	- 3.261
Voix F.G.D.S. ....	33.274	22.535	- 10.739

Si le P.C.F. maintient en gros ses positions, la F.G.D.S. perd presque le tiers de ses voix.

\*\*

Dans l'Aube, un candidat à Troyes - Bar-sur-Aube, qui réunit 1.501 voix et 4,35 % des suffrages. Bon travail d'implantation.

Dans la Haute-Marne, 1 candidat à Chaumont-Langres. Il obtient 1.902 voix en 1968 contre 1.627 en 1967, et 3,67 % contre 3,18 %. Dans un département où le recul de la gauche est considérable, nous n'affirmons que médiocrement nos positions.

## Lorraine

### L'implantation se développe

En 1967, nous sommes présents dans trois départements sur quatre (Meuse, Moselle, Meurthe-et-Moselle et Vosges), et dans 4 circonscriptions seulement de ces départements.

En 1968, nous présentons 11 candidats dans la région, avec un effort exceptionnel et couronné de succès en Meurthe-et-Moselle. Nous continuons d'être absents dans la Meuse.

#### Moselle : 8 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	2	3	+ 1
Voix P.S.U. ....	18.731	26.029	+ 7.298
% par circonscription ....	16 %	16,21 %	+ 0,21 %
% départemental .....	4,91 %	7,03 %	+ 2,13 %
Voix P.C.F. ....	65.023	50.714	- 14.309
Voix F.G.D.S. ....	16.173	19.830	+ 3.657

Le P.C.F. enregistre de grosses pertes. La Fédération progresse, mais moins que le P.S.U. qui est incontestablement la deuxième force de gauche du département. V. Madelaine consolide sa position à Thionville-Ouest, et le P.S.U. apparaît de manière satisfaisante à Thionville-Est. Claude Brixhe, soutenu par le P.S.U., gagne 4.500 voix à Metz.

## Meurthe-et-Moselle : 7 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	1	6	+ 5
Voix P.S.U. ....	8.965	24.253	+ 15.288
% par circonscription ....	17,3 %	8,95 %	- 8,35 %
% départemental ....	3,03 %	8,36 %	+ 5,33 %
Voix P.C.F. ....	76.233	59.129	- 17.104
Voix F.G.D.S. ....	42.413	29.157	- 13.256

Excellent score global du P.S.U. qui apparaît dans cinq circonscriptions et réalise d'excellents résultats, sauf à Toul. Ici encore, le P.C.F. comme la F.G.D.S. perdent de nombreuses voix.

## Vosges : 4 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	1	2	+ 1
Voix P.S.U. ....	11.234	13.553	+ 2.319
% par circonscription ....	27,9 %	16,22 %	- 11,68 %
% départemental ....	6,24 %	7,52 %	+ 1,28 %
Voix P.C.F. ....	26.725	19.510	- 7.215
Voix F.G.D.S. ....	26.564	28.076	+ 1.512

La F.G.D.S. et le P.S.U. progressent dans le département, tandis que le P.C.F. se retrouve en dessous du niveau qu'il avait atteint en 1962. A Saint-Dié, Pierre Noel améliore au 1<sup>er</sup> tour ses résultats sur 1967. Il gagne des voix dans les campagnes mais en perd à Saint-Dié même. G. Valence, à Epinal, fait une première percée, tandis que le P.S.U. étend son implantation dans le département.

\*\*

Dans les deux régions limitrophes de la Lorraine, l'Alsace et la Franche-Comté, le P.S.U. fait une première apparition dans plusieurs départements. Avec des résultats inégaux.

**ALSACE.** — Dans le Bas-Rhin deux candidats à Strasbourg qui totalisent 3.535 voix avec respectivement 4,7 % et 4,03 % des suffrages exprimés. Dans le Haut-Rhin, deux candidats également, qui totalisent 4.598 voix. Un excellent résultat à Cernay, où notre candidat B. Bevangou, pour la première apparition du P.S.U., obtient 3.105 voix et 5,5 % des suffrages. A Mulhouse, F. Minot n'obtient que 1.493 voix et 2,7 %.

**FRANCHE-COMTE.** — Dans le Doubs, deux candidats, qui totalisent 7.103 voix, et 5,7 % des suffrages à Besançon, et 4,9 % à Montbéliard. Très bon travail d'implantation qui doit favoriser le développement de notre Parti.

Dans le Territoire de Belfort, nouvelle apparition du P.S.U., dans une consultation électorale, après les difficultés entraînées par le départ de Michel Dreyfus-Schmidt, qui a été battu lors de cette consultation et perd son siège. Les résultats du P.S.U. sont modestes : deux candidats qui totalisent 2.162 voix et 4,64 % et 4,1 %.

Dans le Jura, un candidat à Dole, qui obtient 1.694 voix et 3 %. Percée difficile. On peut regretter que le P.S.U. ne se soit pas représenté à Lons-le-Saunier, où nous avons eu dans le passé de bons résultats.

En Haute-Saône, 1 candidat à Vesoul-Gray. Il obtient 1.713 voix et 3,37 %. Fort recul de la gauche dans le département.

## Normandie Percée réussie

Dans les six départements concernés de la basse et haute Normandie (Calvados, Manche, Eure, Eure-et-Loir, Orne et Seine-Maritime), le P.S.U. était peu présent en 1967. En 1968, nos fédérations font un gros effort, notamment dans l'Eure, où les résultats obtenus sont particulièrement encourageants.

## Calvados : 5 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	3	4	+ 1
Voix P.S.U. ....	8.394	9.847	+ 1.453
% par circonscription ....	5,24 %	5,38 %	+ 0,14 %
% départemental ....	3,75 %	4,29 %	+ 0,54 %
Voix P.C.F. ....	42.378	32.140	- 10.238
Voix F.G.D.S. ....	22.068	16.743	- 5.325

Progrès d'ensemble du P.S.U., avec un mauvais score pour notre apparition à Bayeux. Mais Jean Petite à Lisieux fait faire de sérieux progrès à notre Parti, qui consolide nettement ses positions à Caen. Le P.C.F. enregistre un recul considérable.

## Manche : 5 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	Pas de candidats	2	+ 2
Voix P.S.U. ....	0	9.120	+ 9.120
% par circonscription ....	»	10 %	+ 10 %
% départemental ....	»	4,38 %	+ 4,38 %
Voix P.C.F. ....	14.785	13.416	- 1.369
Voix F.G.D.S. ....	29.165	20.395	- 8.770

En 1962, nous avions un candidat à Cherbourg qui avait obtenu 1.551 voix et 4,5 %. Absents en 1967, nous doublons nos voix en 1968 par rapport à 1962. J. Marigny obtient 3.866 voix et 9,42 %. A Avranches, A. Roquet est en tête de la gauche et réunit 5.244 voix (10,59 %).

## Eure : 4 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	2	4	+ 2
Voix P.S.U. ....	10.599	15.391	+ 4.792
% par circonscription ....	11,7 %	8,89 %	- 2,81 %
% départemental ....	6,5 %	8,89 %	+ 2,39 %
Voix P.C.F. ....	31.090	30.268	- 822
Voix F.G.D.S. ....	24.566	22.303	- 2.263

La gauche dans son ensemble maintient ses positions dans le département. Le P.S.U. recule légèrement dans les deux circonscriptions où il était présent en 1967, mais réalise deux bons scores dans les deux nouvelles circonscriptions où il apparaît en 1968. Le P.S.U. représente maintenant plus du cinquième des voix de gauche du département.

**EURE-ET-LOIR.** — En 1967, deux candidats qui totalisent 4.832 voix. Le P.S.U. n'en retrouve cette année dans deux circonscriptions que 2.263. Il perd donc plus de la moitié de son électorat départemental. Le changement de circonscription (de Nogent à Dreux) s'est avéré peu heureux.

**ORNE.** — En 1967, pas de candidat. En 1968 deux candidats totalisent 3.117 voix et 3,92 % et 2,77 %. L'effort d'implantation devra être poursuivi.

## Seine-Maritime : 10 circonscriptions

	1967	1968	
Nombre de candidats ....	5	7	+ 2
Voix P.S.U. ....	18.698	23.146	+ 4.448
% par circonscription ....	6,95 %	6,26 %	- 0,69 %
% départemental ....	3,75 %	4,62 %	+ 0,87 %
Voix P.C.F. ....	145.907	136.539	- 9.368
Voix F.G.D.S. ....	76.882	59.304	- 17.578

Le P.S.U. s'implante progressivement dans tout le département. A Rouen R. Dubreuil, secrétaire fédéral, améliore son score, ainsi que P. Roussel à Bolbec-Fécamp, où il gagne 1.500 voix par rapport à 1967. A Clères, par contre, nous enregistrons un net recul. Au Havre nous consolidons nos positions.

## Sud-Ouest

## Beaucoup reste à faire

Inégaux, les résultats du Sud-Ouest sont dans leur ensemble très moyens. Entre la vieille gauche radicale et socialiste, en recul généralisé, et l'attaque de l'U.D.R., menant une campagne de type délibérément officiel, le P.S.U. n'arrive pas pour l'instant à trouver sa place. Mais à terme, il doit s'affirmer, compte tenu des problèmes sociaux et économiques graves qui se posent à ces régions, que le régime ne peut résoudre, et que la gauche traditionnelle a trop souvent laissés s'aggraver sans y chercher les vrais remèdes.

**GIRONDE.** — En 1967, 1 candidat P.S.U. qui obtenait 1.117 voix et 2,76 % des suffrages exprimés. En 1968 cinq candidats qui totalisent 8.606 voix et un pourcentage moyen par circonscription de 3,96 %. Résultats encourageants à Bordeaux 1<sup>er</sup> et Mérignac où nous dépassons les 5 %.

**DORDOGNE.** — En 1967, 1 candidat qui obtient 1.719 voix et 3,2 %. En 1968, 3 candidats qui totalisent 4.874 voix et un pourcentage moyen de 3,18 % des voix. Département difficile où l'U.D.R. enlève les 4 sièges. Robert Lacoste et Georges Bonnet sont battus.

**LOT-ET-GARONNE.** — En 1967 nous ne présentions pas de candidats. En 1968 deux candidats P.S.U. qui totalisent 1.733 voix. Les résultats ont été loin de répondre aux efforts courageux de nos camarades.

**BASSES-PYRENEES.** — En 1967, 1 candidat qui obtient 3.635 voix et 6,10 %. En 1968, 3 candidats qui totalisent 7.917 voix et un pourcentage moyen de 4,84 %. Résultat encourageant à Mauleon où nous nous présentons pour la première fois, et recueillons 5,40 % des suffrages.

## Le PSU entre deux consultations

En 1967, 75 candidats du P.S.U. franchissaient le seuil fatidique des 5 %, qui donne droit au paiement des frais de campagne réglementaires. En 1968, 144 candidats franchissent le même seuil.

En 1967, 30 candidats du P.S.U. atteignent ou ont plus de 10 % des suffrages exprimés. Pas un seul n'a de candidat F.G.D.S. contre lui. En 1968, 29 candidats dépassent ce pourcentage, 13 d'entre eux ne sont pas en concurrence avec la F.G.D.S.

En 1967, dans six départements, nous atteignons ou dépassons 5 % des voix sur le plan départemental. En 1968, c'est dans 18 départements que nous atteignons ou dépassons le même pourcentage.

En 1967, nous sommes en tête de la gauche dans 8 circonscriptions, en 1968, dans 14 circonscriptions.

En 1967, nous sommes en 2<sup>e</sup> position par rapport aux forces de gauche dans 30 circonscriptions. En 1968, nous sommes en 2<sup>e</sup> position dans 56 circonscriptions.

## Tchécoslovaquie

Le 27 juin 1967 sous ce titre paraissait dans l'hebdomadaire tchèque « Literarni Listy » un article qui demeurera historique. S'adressant aux « ouvriers, agriculteurs, employés, savants, artistes et à tous », une centaine de personnalités tchèques, écrivains, intellectuels pour la plupart, entendaient manifester leurs espoirs et leurs inquiétudes six mois après le « printemps de Prague ».

Nous publions ci-contre la traduction fidèle des « 2.000 mots ».

# Retour de Prague

Harris Puisais

De retour de Prague, je constate que la lutte est dure entre « conservateurs » et « progressistes ». Les premiers continuent à garder le contact avec les usines, dénonçant une réforme économique qui entraîne « plus de travail et moins de salaire » et insistant sur le réveil des anciennes forces « antisocialistes ». Il est incontestable que les amis de Novotny sont encore très puissants, non seulement au Comité central du P.C. où ils représentent 40 % des effectifs mais partout où les rouages administratifs n'ont subi aucun changement. C'est le cas de la police, c'est aussi le cas de l'armée. A cet égard les manœuvres du Pacte de Varsovie sont significatives. Non pas comme l'ont écrit certains pour que les quelque 5.000 soldats soviétiques pourraient demeurer en Tchécoslovaquie, mais parce que des contacts au plus haut niveau des états-majors ont été noués pendant toutes ces semaines, et que les généraux soviétiques n'auront pas manqué d'adresser toutes les mises en garde et avertissements alignés sur les discours de Brejnev.

C'est aussi le cas des milices populaires, vétérans de la lutte communiste au temps de Benes et Masaryk qui ont adressé une « lettre au peuple soviétique » lui demandant son appui.

### Une allégeance gênante

Mais cette « allégeance » à l'U.R.S.S. dessert les conservateurs. Dubcek au nom de « l'indépendance » peut rallier un plus grand nombre de Tchèques et de Slovaques. C'est ainsi que neuf conférences régionales du P.C. ont eu lieu, préparant le Congrès national du 9 septembre. Le but de ce Congrès est de se débarrasser

des représentants conservateurs qui sont un frein au renouveau politique.

Ces ingérences, pourtant, demeurent. Après des sermons de Moscou à Prague, voilà qu'un sommet communiste à cinq juge « l'affaire » de l'expérience tchèque. U.R.S.S.-Pologne-Bulgarie-D.D.R.-Hongrie se réunissent à Varsovie pour arrêter des décisions communes.

Chacun des cinq pays présents à Varsovie s'est donc aligné sur la position soviétique, refusant toute discussion bilatérale avec Prague fondée « sur la base de fait et de réalités et non des informations incomplètes ou des soupçons ».

### Une étape décisive

Nous en sommes arrivés à une étape décisive. Il est incontestable que la majorité du peuple tchécoslovaque soutient les efforts de Dubcek et le Svoboda et que l'attitude et les propos de l'U.R.S.S. ne peuvent que renforcer ces liens.

Mais il est certain aussi que dans les milieux ouvriers, peut naître et s'exploiter, une opposition pouvant bientôt apparaître aux yeux des autres démocraties populaires, comme devant être secourue. Alors l'U.R.S.S. soutenue par ces quatre « fidélistes » pourrait intervenir en Tchécoslovaquie.

Il est acquis que nul pays à travers le monde ne bougerait pour s'opposer à cette « remise en ordre socialiste ».

La Tchécoslovaquie, une fois de plus dans son histoire, ne peut compter que sur elle-même. Dubcek doit naviguer entre la pression de ses voisins, l'hostilité avouée de Moscou d'une part et la majorité de son peuple dans laquelle les ouvriers renâclent et les « anciens » bavardent trop.

Réussira-t-il à franchir cette mer des tempêtes? En ces jours de juillet nous ne pouvons encore donner de réponse ferme. Oui « cet hiver on saura tout ». □

# Les 2000 mots

Notre vie, après avoir d'abord été mise en danger par la guerre a été éprouvée par d'autres mauvais temps et d'autres mauvais moments qui ont atteint la santé de l'esprit et du caractère.

C'est avec espérance que la majorité de la nation a travaillé le programme du Socialisme; mais les commandes ont été prises par des mains impropres. Ce qui était très grave, c'est que ces personnes n'avaient pas assez d'expérience d'hommes d'Etat, ni assez de connaissances philosophiques...

Si seulement ils avaient eu, pour les affaires courantes plus de raison et de politesse afin de pouvoir tenir compte des intentions des autres et accepter de se faire remplacer par des personnes plus compétentes!

Le Parti Communiste qui, après la deuxième guerre avait la grande confiance du peuple, progressivement a changé cette confiance par la bureaucratie jusqu'à ce qu'elle ait conquis tous les bureaux. Nous devons dire ceci et ceux des communistes qui sont avec nous le savent aussi, les désillusions concernant les résultats sont aussi grandes que les déceptions des autres.

La mauvaise ligne de conduite a changé le parti, de parti politique et de groupement idéologique en organisation du Pouvoir qui est devenue attrayante pour les égoïstes assoiffés de pouvoir, les traîtres et les personnes ayant mauvaise conscience. L'arrivée de ces personnes a modifié le comportement du parti : beaucoup de communistes se sont défendus contre cette décrépitude, mais ils n'ont rien pu empêcher de ce qui s'est produit par la suite.

### Le temps de la méfiance

Les rapports à l'intérieur du Parti Communiste sont devenus le modèle et la raison des mêmes rapports à l'intérieur de l'Etat.

L'action du gouvernement et des organisations économiques est devenue incriticable. Le Parlement a perdu le goût des débats; le gouvernement, celui de gouverner et les directeurs celui de diriger.

Les élections sont devenues sans intérêt et les lois ont perdu tout leur poids; nous ne pouvions pas faire confiance à nos représentants dans aucune organisation et, quand nous pouvions leur accorder cette confiance, nous ne pouvions rien leur demander pour nous puisqu'ils ne pouvaient rien obtenir.

Ce qui fut le plus grave, c'est que nous ne pouvions plus avoir con-

fiance en personne d'entre nous..., l'honneur collectif et personnel s'étant complètement perdu. Avec de l'honnêteté, il était impossible d'obtenir quoi que ce soit, il était donc impossible de faire valoir ses capacités propres. En conséquence, la plupart des personnes avaient perdu tout intérêt pour les affaires d'intérêt général et ne s'occupaient plus que de leur intérêt personnel en essayant de soutirer le maximum d'argent. Le plus grave, est que l'on ne peut actuellement, faire confiance en cet argent aujourd'hui.

Tous les contacts entre personnes sont devenus mauvais, la joie au travail a disparu et en quelque sorte, la santé morale et caractérielle de la nation a été mise en danger.

Nous répondons tous de cet état actuel bien qu'étant en majorité communistes, mais la responsabilité première revient à ceux qui faisaient partie ou étaient l'instrument du pouvoir non contrôlé.

C'était le pouvoir d'un groupe par l'intermédiaire de l'appareil du parti, allant de Prague jusqu'à chaque canton et commune. Cet appareil décidait de ce que chacun devait et ne devait pas faire. Aucune organisation, en réalité n'appartenait à ses membres, pas même les organisations communistes.

La faute principale de ses gouvernants était qu'ils justifiaient leur pouvoir en proclamant que c'était la volonté des ouvriers!

Si nous devons croire en cette tromperie, il nous faudrait, aujourd'hui, accuser les ouvriers des crimes suivants :

- décrépitude de notre économie;
- crimes à l'encontre de personnes innocentes;
- mise en place de la censure;
- etc...

mais chacun sait que la classe ouvrière, pratiquement, ne décidait en rien; les fonctionnaires ouvriers étaient proposés par quelqu'un d'autre. Malgré cela, de nombreux ouvriers étaient convaincus qu'ils gouvernaient effectivement. Cependant, nous devons reconnaître que certains de ces fonctionnaires du Parti ont conscience du mauvais jeu de l'histoire et nous les reconnaissons aujourd'hui, parce qu'ils dévoilent les injustices, rectifient les erreurs et redonnent les décisions aux membres et aux citoyens, limitant le pouvoir de la bureaucratie de l'appareil.

Malheureusement, une grande partie de ces fonctionnaires se défend contre ces changements, de tout son poids.

Chaque semaine lisez :  
" Tribune Socialiste "



A.F.P.

Le second coup de Prague aura-t-il lieu?

### Un printemps fragile

Depuis le début de cette année, nous sommes dans la renaissance du processus de démocratisation qui a commencé dans le parti communiste; ce processus n'a pu commencer ailleurs parce que seuls les communistes ont pu vivre durant 20 ans, une certaine vie politique. L'initiative et les efforts des communistes-démocrates sont seulement le remboursement de ce qu'ils doivent aux non-communistes...

Notre espérance actuelle est cependant toujours en danger; il a fallu plusieurs mois avant que nous puissions croire que nous pourrions parler, bien que certains d'entre nous aient encore des doutes maintenant.

Comme nous en avons déjà parlé, nous devons concrétiser et mener jusqu'au bout, notre intention de rendre ce régime plus humain sinon la revanche des vieilles forces serait cruelle! Pour cela, nous nous adressons à tous ceux qui se trouvent, actuellement, en position d'attente. Ce qui arrive actuellement, sera décisif pour de nombreuses années.

Les vacances approchent, mais nous devons faire attention que nos opposants ne profitent de ce répit pour mobiliser leurs hommes de mains: il nous faut donc être vigilants.

Il est possible de trouver des conclusions, uniquement dans la discussion pour laquelle est nécessaire la liberté d'expression qui est notre seul apport démocratique de cette année.

D'autre part, nous sommes contre les opinions qui pourraient se répandre qu'il peut se faire une renaissance démocratique sans les communistes ou même contre eux; ce serait non seulement injuste, mais également irraisonnable.

Les communistes ont des organisations bien établies; il est nécessaire, dans ces organisations, de soutenir les tendances de progrès. Les communistes ont préparé un programme d'action qui est en même temps, le plan d'équilibrage de la réhabilitation des plus grandes injustices et ils se trouvent être les seuls en possession d'un programme aussi concret.

Les communistes ont un nouveau comité central: nous devons exiger qu'il soit meilleur que le comité central sortant. Si le Parti Communiste déclare actuellement que des responsables doivent avoir la confiance des citoyens, il est nécessaire de faire confiance aux personnes qu'il proposera.

Ces derniers temps, le peuple est agacé par le fait que l'évolution de la démocratisation se soit arrêtée. Cette sensation est due à la fatigue de l'histoire bouillante et correspond au fait des surprises de la saison passée (démissions de responsables).

### L'ancien et le nouveau

En réalité, la lutte est devenue plus sournoise...

La qualité pratique de la prochaine démocratisation dépend de ce

que défendront les entreprises. A la fin de nos discussions ressort l'influence primordiale des économistes; il est nécessaire de recueillir les bons économistes et de les soutenir.

Il est vrai que nous sommes tous plus mal payés que nos homologues des pays plus évolués. Nous pouvons demander plus d'argent qu'il est possible d'imprimer, mais de ce fait la valeur monétaire sera dévaluée d'autant.

Nous pensons donc qu'il est préférable de demander aux directeurs et président qu'ils nous expliquent ce qu'ils veulent fabriquer et à quel prix; à qui et à quel prix ils veulent vendre? Quel sera le profit? Quel sera la partie de ce profit investie dans la modernisation de la fabrication, et quel sera le profit qu'il sera possible de distribuer?

Actuellement, il y a une lutte très dure entre la démocratisation et le « fromage ».

Les ouvriers en tant qu'entrepreneurs peuvent décider en fonction des personnes qu'ils éliront dans les Conseils d'Administration et les Conseils de surveillance.

Les employés agiront au mieux pour eux-mêmes s'ils choisissent comme représentants des leaders capables et honnêtes quelle que soit leur appartenance politique.

Etant donné qu'il est possible d'obtenir mieux des organes centraux politiques, il est nécessaire d'obtenir beaucoup plus à l'échelon canton commune.

Nous devons exiger le départ de ceux qui ont dégradé le patrimoine collectif et qui se sont comportés comme des brutes; il s'avère indispensable de trouver les moyens pour les obliger à partir, par exemple:

- critiques en public;
- résolutions;
- démocratisation;
- mises à la retraite;
- grèves;
- etc...

Mais il faut refuser les méthodes illégales, incorrectes et grossières parce qu'elles serviraient à influencer Alexandre Dubek. Nous devons nous contrôler au point que toute lettre grossière qu'obtiendront les anciens gouvernants puisse être considérée comme écrite par eux-mêmes. L'activité du Parlement doit renaître, nous devons exiger des débats publics, des assemblées locales et régionales.

En ce qui concerne les questions auxquelles personne ne voudrait répondre, il nous faudra créer des commissions spéciales de citoyens. C'est simple: quelques personnes se réuniront, éliront un Président, établiront un protocole, publieront leurs découvertes, demanderont une solution.

### Liberté d'expression

La presse régionale et locale qui a dégénéré en « trompette » de la bureaucratie doit être changée en tribune de toutes les forces politiques positives, réclamant la création de conseil rédactionnel avec la participation de députés, ou en cas d'impossibilité, il soit nécessaire de créer de nouveaux journaux.

Il sera donc de grande utilité de créer des comités de défense de la liberté d'expression. Nous devons absolument afficher les déclarations des responsables sur les portes. Nous devons soutenir l'action juste des organes de sécurité, car notre effort n'est pas de provoquer un Etat sans gouvernement et un Etat d'insécurité.

Cet été verra la création de nouveaux rapports entre les Tchèques et les Slovaques.

Nous considérons la Fédération comme la solution aux questions de nationalité, ce qui ne veut pas dire que les Slovaques auront une vie meilleure.

Ces derniers temps, une grande cause de l'insatisfaction était la possibilité d'intervention de forces étrangères dans notre évolution.

Nous pouvons donner à notre gouvernement l'assurance que nous le soutiendrons, même avec les armes s'il fait ce pourquoi il a reçu mandat, mais nous pouvons affirmer que nous remplirons nos engagements envers nos alliés et nos engagements commerciaux...

Nos rapports d'égal à égal seront assurés par l'amélioration de la qualité de nos rapports internes et nous amènerons la renaissance jusqu'à ce que par les élections, nous élisions des hommes d'Etat qui auront suffisamment de courage, d'honneur et de sens politique pour qu'ils puissent imposer des rapports et les conserver.

C'est le problème de tous les gouvernements de petits Etats du monde.

Au printemps de cette année, comme après la guerre, se présente à nous une grande espérance: nous avons à nouveau la possibilité de prendre en mains notre affaire qui s'appelle « Socialisme » et lui donner l'apparence qui répondrait au mieux à la bonne conscience que nous avions auparavant.

Ce printemps vient de s'achever et ne reviendra plus.

Cet hiver, nous saurons tout.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
**Anna Karénine**  
(am.)

## UNE JOURNÉE DE TRAVAIL...

Il est vain de s'imaginer que par on ne sait quel artifice le P.S.U. couperait aux problèmes financiers.

Il est vain d'imaginer que la propagande, l'édition de tracts et de journaux, la tenue de meetings, ne coûtent pas d'argent.

Il est vain d'imaginer que l'énorme effort que nous avons fait pendant les mois de mai et juin, n'a pas créé des difficultés financières sérieuses.

Il est vain d'imaginer que le P.S.U. pourra poursuivre une tâche que nos lecteurs s'accordent à juger indispensable, sans que les moyens lui en soient donnés.

Il est vain d'imaginer que « Tribune Socialiste » pourra procéder aux améliorations nécessaires, sans qu'un certain nombre de moyens d'équipement: (même élémentaires) lui soient fournis.

Il est vain...

Mais nos militants, comme nos sympathisants, le savent. C'est pourquoi le Bureau national du P.S.U. s'adresse

à eux dans un esprit confiant. Il est vrai que nos difficultés aux uns et aux autres sont grandes. Il est vrai que nous sommes sollicités de toutes parts. Mais il est en même temps évident, que toute initiative politique suppose une certaine capacité financière.

Nous appelons tous nos lecteurs à verser à la *Souscription Nationale* ouverte par le P.S.U. Que chacun verse d'ici la fin de l'année, *une journée de salaire*, en une fois, ou en fractionnant les versements.

Le P.S.U. a des besoins urgents. Que chacun se sente concerné et se mobilise. Que tout le parti réponde malgré les vacances à l'effort demandé.

D'avance merci.

Le Bureau national

*Les dons doivent être adressés à : P.S.U., 81, rue Made-moiselle, Paris-15°. C.C.P. Paris 14 020.44 ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U.*

## Les Stages

### Pour nouveaux adhérents

● Des stages de formation d'une durée de quatre jours sont organisés cet été pour les nouveaux adhérents du parti. Ils auront tous lieu dans la banlieue parisienne en deux périodes : fin juillet et début septembre. Voici les dates :

20 au 23 juillet  
24 au 27 juillet  
28 au 31 juillet  
1<sup>er</sup> au 4 septembre  
5 au 8 septembre  
9 au 12 septembre  
13 au 16 septembre

L'essentiel de ces stages consistera en travaux collectifs sur des thèmes choisis par les participants parmi les cinq thèmes suivants :

- 1 - Le mouvement de mai, pourquoi son échec ? Les stratégies et les luttes extraparlémentaires. Le P.S.U. pour quoi faire ?
- 2 - La résistance du système capitaliste aux luttes sociales des travailleurs et des étudiants dans une société inchangée : la récupération des avantages matériels, — la résistance aux revendications de pouvoir.
- 3 - La réalité des « pouvoirs » : — contestation ; — participation ; — autogestion.
- 4 - Disparités régionales et luttes sociales.
- 5 - Les nouvelles dimensions internationales des luttes sociales et leurs significations socialistes.

Tous les nouveaux militants désireux de s'inscrire pour un des stages doivent écrire d'urgence au Service Formation du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15°.

### Pour les ESU

Ouvert à l'ensemble des militants, étudiants et lycéens du parti, ce stage initialement prévu à Aix-en-Provence, se tiendra

à Grenoble du dimanche 21 au dimanche 28 juillet.

Maison de la Promotion sociale, Domaine Universitaire de Saint-Martin-d'Hères, 38 - Grenoble. Tél. 87.69.11.

Prix d'hébergement : 5 F par nuit. Repas au restaurant universitaire.

Les thèmes discutés seront les suivants :  
— 21-22 juillet : l'impérialisme ;  
— 23 juillet : le néo-capitalisme et la division de la société en classes ;  
— 24-25 juillet : problèmes de stratégie ;  
— 26 juillet : stalinisme, autogestion, planification ;  
— 27 juillet : les luttes étudiantes ;  
— 28 juillet : le parti révolutionnaire.

Les camarades qui n'ont pu entrer en contact avec le Secrétariat national étudiant peuvent le faire en téléphonant jusqu'au vendredi soir 19 à FON. 22-60, et à Grenoble (87-69-11) à partir du 20 juillet et pendant toute la durée du stage.

Un départ collectif sera organisé à partir d'Aix-en-Provence ; un départ en voitures à partir de Paris (téléphoner à FON. 22-60).

### Pour la jeunesse

● Stages ouverts aux jeunes du P.S.U. et aux sympathisants de moins de 25 ans.

Date : 15 au 18 août à Saint-Brieuc.

Prix approximatif : 140 francs.

Thèmes : 1) Comment s'exprime actuellement la lutte des classes en France. 2) Le P.S.U. : son existence, son rôle. 3) Actions prospectives à mener en direction des jeunes travailleurs. 4) Travail en milieu jeune : aspect méthodologique.

Méthodes de travail : 1) Dossier réuni à chaque participant avant le stage. 2) Pendant le stage : travail en commission ; présentation du sujet ; discussion générale.

Pour tous renseignements, écrire : Service Jeunesse P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15°. SUF. 06-70.

● Dans le Gard, à Vers. Stage ouvert aux jeunes de 16 à 21 ans.

Dates : du 3 au 10 septembre.

Thèmes : Socialisme et capitalisme ; partis politiques et forces sociales ; Mouvement syndical et problèmes jeunes.

Pour tous renseignements, s'adresser à Jacques Compère, 10, bd des Arènes, 30 - Nîmes.

## Universités populaires

Malgré l'occupation des locaux universitaires par les forces de police, les Universités Populaires se tiendront cet été. En accord avec des organisations syndicales ou culturelles, l'U.N.E.F. a en effet mis au point un système de remplacement.

A GRENOBLE les deux dernières semaines du mois d'août seront centrées, la première autour du « Pouvoir Ouvrier », la seconde autour de l'internationalisme. Les représentants des mouvements étrangers (Allemagne-Italie-Espagne) seront conviés à discuter avec leurs camarades français de la coordination possible des luttes.

A MONTPELLIER, les deuxième et troisième semaines d'août verront l'étude des mêmes thèmes. RENNES centrera sans doute le travail sur la liaison des luttes paysannes et étudiantes. PARIS enfin verra une université populaire fonctionner pendant la première quinzaine de septembre.

Pour tous renseignements s'adresser à l'U.N.E.F., 15, rue Soufflot, Paris (5°). DAN. 86-01.

## Contacts avec l'Italie

Le Bureau national du P.S.U. a eu à Paris durant la première semaine de juillet plu-

sieurs entretiens avec Pino Tagliacucchi et Giorgio Migliardi, de la Commission internationale du P.S.I.U.P. Lelio Basso, de passage à Paris, a d'autre part rencontré Marc Heurgon et Jacques Sauvageot. Ces contacts ont permis de faire le point sur les événements de ces dernières semaines et de raffermir encore les liens entre les deux partis.

A l'invitation des responsables du Mouvement Etudiant Italien, Jacques Sauvageot a, d'autre part, les 9 et 10 juillet, participé à deux débats sur les événements de mai à Florence et à Rome.

## Vient de paraître

● Manuel Bridier : « Mai 1968 : une révolution manquée ». Editions du P.S.U. 1 franc.

● André Barjonnet : « Mai 1968, révolution trahie ». John Didier, éditeur. 3 francs.

● « Le livre noir des journées de mai ». Edité par le S.N.E. Sup. et l'U.N.E.F. (Tome I - 100 pages). 5 francs.

Passez vos commandes au 54, bd Garibaldi, Paris-15°. C.C.P. 5826.65.

AVIGNON pendant le Festival  
Meeting-débat à l'initiative du PSU  
Bilan du mouvement de mai  
et maintenant ?

Lundi 29 juillet, 21 h

Palais des Expositions  
CHAMPFLEURY - AVIGNON

avec

Marc HEURGON

Jacques SAUVAGEOT

## Le mouvement vécu dans les entreprises

Nous présentons ici, un certain nombre d'échos, extraits du *Courrier des Entreprises du P.S.U.*, et qui précisent concrètement, comment un certain nombre de choses se sont passées ou se déroulent dans les entreprises.

Nous ferons désormais un écho régulier dans nos colonnes aux travaux, chaque jour plus actifs de la Commission des Entreprises de notre parti.

### Citroën : diviser pour régner

Bercot, patron de combat, vient de subir un échec cuisant. Ce n'est pas faute de moyens ni d'astuces ; et ça continue...

1. La direction a commencé par porter plainte contre les piquets de grève pour entrave à la liberté du travail, ainsi qu'au « droit de propriété », dont il a été débouté en référés, le juge étant resté en civil pour rendre sa sentence...

2. A l'occasion de la paie, prévue le 24 mai, la direction a essayé d'introduire la maîtrise et les « jaunes » dans les usines. Comme cette manœuvre a été déjouée par les Comités de grève, les acomptes ont été délivrés dans des lieux très éloignés, malgré les difficultés de transport. Résultat : plusieurs milliers d'ouvriers, notamment parce qu'ils occupaient les usines, n'ont pas pu se déplacer et n'ont encore rien touché au 1<sup>er</sup> juillet.

3. Les grévistes ont tenu un meeting central, rue Balard, à l'issue duquel 8 000 travailleurs ont défilé dans les rues du 15<sup>e</sup>, puis devant les bureaux de la direction, qui a pu alors mesurer sa popularité.

4. Après les discussions de Grenelle, ce fut l'« opération reprise du travail ». Les trottoirs près des entrées ont été occupés par des « jaunes » et des mensuels de Citroën, qui n'étaient pas fiers d'être là. Devant le nombre et la fermeté des grévistes, ils se replièrent à distance respectueuse et leur nombre a diminué de jour en jour. A partir de ce moment, le mouvement n'a cessé de s'étoffer ; les collectes de fonds et de vivres, les repas assurés dans les restaurants d'entreprise gérés par le Comité d'entreprise, ont maintenu le moral des grévistes à un niveau élevé. Ceux-ci étaient unis fraternel-

lement, sans distinction d'opinions, de professions, ni de nationalités. La plus grande défaite pour Bercot...

5. Puis, la direction a organisé l'opération vote au palais des Sports, au cours duquel 80 % des invités se sont prononcés pour la reprise du travail. Les mêmes invités ont ensuite envoyé une lettre à Pompidou signée « un groupe pour la liberté du travail », et ont organisé, sur l'ordre de la direction, des manifestations « spontanées », payées en H.S. au taux maxi.

6. Après 25 jours de grève, la direction, voyant le mouvement sans cesse renforcé et soutenu par l'opinion publique, dut se résigner à convoquer les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. pour trouver une échappatoire. Elle proposa la création d'une commission chargée d'étudier les modalités d'application d'un éventuel texte gouvernemental sur les libertés syndicales, après la reprise du travail. Devant ces propositions ridicules, la C.F.D.T. se retira.

7. Le dialogue devait reprendre à la Direction départementale du travail et devait aboutir à un protocole, proposé aux grévistes avec appui de la C.G.T. et réserves de la C.F.D.T. Ce protocole fut approuvé par 75 % des présents.

8. Après la reprise du travail, le personnel fut invité à travailler le samedi, sous le prétexte « d'aménagement d'horaires ». Résultat : débrayage de 2 h 1/4 le mercredi 26 juin. Ce débrayage a été suivi d'autres arrêts de travail.

\*\*

La direction ne pourra plus imposer sa volonté sans réactions. Le personnel a pris conscience de sa force et de l'efficacité du combat dans l'unité. Et il n'est pas près d'oublier. □

### Rhône-Poulenc : les inorganisés dans la lutte

Pour des raisons diverses, notamment le manque de conscience collective, le personnel n'était que très peu engagé dans les syndicats (moins de 20 %). Aussi, le 20 mai 1968, lorsque nous nous déclarâmes en grève illimitée avec occupation des locaux, il nous fallut trouver une structure permettant à chacun de s'exprimer d'une manière simple et

de pouvoir ainsi intervenir directement sur la poursuite de l'action.

Nous nous organisâmes donc en comités de base suivant les secteurs de travail. Ces comités élirent des représentants qui constituèrent un comité central ayant le pouvoir de décision. Les débats étaient présidés par un comité exécutif composé de représentants syndicaux élus.



Le pouvoir aux travailleurs.

Collombert

chargés de faire mettre en application les décisions du comité central.

Cette structure nous permet de mener activement la grève, d'inciter chacun à s'intéresser étroitement à toutes les discussions et à prendre ainsi conscience de la puissance de leur unité. □

Nous pensons qu'il serait souhaitable que d'autres entreprises puissent mettre sur pied une structure identique afin de permettre au personnel de continuer à donner son avis, de maintenir son unité et de développer une conscience collective. □

### Pétroles : l'opération Pentecôte

Dans le port pétrolier de Gennevilliers, sitôt après le déclenchement de la grève, les travailleurs ferment les vannes des pipe-lines. Les péniches pleines de carburant stationnent dans le port sans être vidées de leur contenu.

Rapidement, le gouvernement s'inquiète de la situation. Si, dans certains secteurs, il laisse pourrir le mouvement, par contre, dans le secteur vital des carburants, il est décidé à briser l'action ouvrière.

Les commissaires de police de Colombes et d'Asnières vont, en émissaires du gouvernement, discuter avec les responsables des grévistes. Ils ne mettent pas en cause l'occupation, mais demandent la réouverture des vannes. Les grévistes opposent un refus catégorique. Pour les impressionner, de nombreux cars de police (35 véhicules) sont mobilisés dans le quartier. Les travailleurs en grève ne restent pas inactifs. Les usines du secteur sont prévenues, ainsi que les mairies ouvrières de Colombes et de Gennevilliers. Celles-ci promettent de faire fonctionner les sirènes pour alerter la population.

Mais le pouvoir capitaliste n'avait pas abandonné son idée. Après la manifestation de l'Etoile, il veut

frapper un grand coup pour le week-end de la Pentecôte, distribuer de l'essence et rouvrir toutes les pompes.

Voici comment les faits se sont passés.

Au dépôt d'essence « Total », à Colombes, la police se trouve devant les portes et parlemente pour que les grévistes laissent entrer les camions-citernes. Les travailleurs discutent entre eux. Des propositions fusent. L'une d'elles, en particulier, retient l'attention : « Mélangeons l'essence et le fuel ; il n'y a là ni sabotage, ni perte, mais le carburant obtenu serait inutilisable et devrait repasser en raffineries (qui sont en grève), ce qui rendrait l'opération Pentecôte impossible. » La proposition est rejetée par les responsables.

Le maire communiste de Colombes vient parlementer. Il n'arrivera à rien et ne fera pas sonner les sirènes d'alerte. Déjà « on » ne pensait plus à la lutte, mais à une campagne électorale. Sur 120 chauffeurs, 4 jaunes sont entrés, ainsi que des camionneurs particuliers.

Et Pompidou pouvait envoyer les Parisiens à la campagne. La première opération de redressement était opérée par le gaullisme. □

## Vietnam

### Les crimes américains

Dans ses sessions de Stockholm (mai 1967) et de Roskilde (novembre 1967), le Tribunal international Bertrand Russell a prononcé la condamnation de la guerre d'agression menée par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique contre le peuple vietnamien et ses droits fondamentaux, des crimes de guerre de toutes sortes commis au cours de cette agression et du génocide auquel elle a abouti.

Il a semblé aux membres et collaborateurs français du Tribunal qu'il n'était pas possible de laisser sans suite cette activité tant que l'agression se poursuivait alors surtout que des éléments nouveaux exigeaient des investigations nouvelles.

En effet, d'une part, au soulèvement des populations du Sud Vietnam contre la domination américaine et le régime exécuté de Saigon, les forces armées américaines répondaient par le massacre des populations urbaines et la destruction des villes et des monuments les plus précieux du patrimoine national vietnamien. D'autre part, au mépris des assurances données par le Président Johnson, les bombardements sur la République démocratique du Vietnam, même limités à la zone située au sud du 19° parallèle ont redoublé d'intensité et de sauvagerie.

C'est pour ces raisons et aussi pour compenser l'insuffisance de l'information de l'opinion publique qu'a été prise l'initiative de créer à Paris un Centre International d'information pour la dénonciation des crimes de guerre dont la première manifestation a été l'organisation et la tenue de trois journées d'information sur la situation récente au Vietnam.

Au cours de ces journées, le Centre a pris connaissance des témoignages de Peter Weiss, Mary McCarthy, écrivains, Gulina Weiss, artiste, Jacques Decornoy, Marc Riboud, Brigitte Friang, Madeleine Riffaud, journalistes, des films réalisés par François Chalais et Michel Honorin de l'O.R.T.F.

Le Centre a entendu des témoins vietnamiens : M. Pham Van Bach, Président de la Cour Suprême de la République Démocratique du Vietnam, Mme Truong Thi Huê, Secrétaire générale du Comité pour la dénonciation des crimes de guerre américains au Sud Vietnam, Mme Pham Thanh Vân, membre du Comité de Solidarité du peuple vietnamien du Sud avec le peuple américain, des témoins américains de retour du Sud Vietnam : Carl Strock et Joseph Carey.

Il a également entendu les rapports de Georges Boudarel, attaché de recherches au C.N.R.S., du Dr

Marcel-Francis Kahn, Professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris, de Henri Van Regemorter, Directeur de recherches au C.N.R.S. et de Léo Matarasso, Avocat à la Cour de Paris.

Il a examiné de nombreux documents et films provenant des télévisions vietnamienne, américaine et soviétique ainsi que des photographies et pièces à conviction soumises par lui au public et à la presse.

Il a acquis la conviction que les bombardements systématiques sur le territoire de la République Démocratique du Vietnam, loin de diminuer ainsi que tente de le faire croire la propagande intéressée des Etats-Unis d'Amérique, n'ont fait que croître en ampleur et en intensité. Depuis le 31 mars 1968, le nombre des raids et des canonnades, le nombre des objectifs visés, le tonnage des bombes et d'obus sont largement supérieurs sur la zone comprise entre le 19° et le 17° parallèle à ce qu'ils étaient auparavant sur l'ensemble du territoire de la République Démocratique du Vietnam.

#### Aggravation de la violence

A cet accroissement quantitatif, il faut ajouter un perfectionnement des armes utilisées, notamment des engins antipersonnels et de leur emploi combiné avec d'autres armes. Les mines et les bombes, en particulier les bombes à billes si souvent dénoncées, sont maintenant fréquemment pourvues de mécanismes à retardement, ce qui les rend particulièrement redoutables pour la population civile et notamment les enfants.

Le Centre a également acquis la conviction qu'au soulèvement légitime des populations du Sud Vietnam, l'armée américaine et ses subordonnés ont répondu par l'extension aux centres urbains, même à Saigon, d'une politique délibérée de destruction et d'extermination déjà systématiquement mise en œuvre dans les campagnes. Le nombre des réfugiés et des sans-abri a atteint des limites insoutenables. Certains chefs militaires américains sont allés jusqu'à déclarer que pour « sauver » telle ville, il avait fallu la détruire. Toutes les formes de répression, des tortures aux déportations massives, des exécutions sommaires aux massacres, se sont amplifiées. L'héritage culturel lui-même a été atteint, ce qui constitue une perte irréparable non seulement pour la nation vietnamienne mais aussi pour la culture universelle.

La résistance victorieuse du peuple vietnamien et la lutte des peuples du monde contre l'agression américaine au Vietnam ont cependant contraint



Le défi du Nord

A.F.P.

le gouvernement des Etats-Unis à accepter les conversations officielles de Paris. Ces conversations ont pour but de déterminer la cessation inconditionnelle des bombardements et de tout autre acte de guerre sur l'ensemble du territoire de la République Démocratique du Vietnam pour permettre de porter ensuite sur d'autres questions intéressant les deux parties.

Dans la réalité, les représentants du gouvernement américain n'ont cessé de soutenir au cours des séances les positions les plus contestables tant en droit qu'en fait.

A l'idée de la cessation inconditionnelle des bombardements, ils opposent sans cesse une idée de réciprocité qui tend à nier leur caractère d'agresseur, oubliant qu'ils ont porté la guerre sur le territoire vietnamien sans qu'il y ait de représailles sur leur propre territoire.

Sous le terme nouveau et confus de « retenue », ils tentent de laisser croire qu'ils ont réduit leur agression et seraient en droit d'exiger une contrepartie.

Or, d'une part, ils n'ont aucun droit à une telle contrepartie, et d'autre part, ainsi que nous l'avons établi, il n'y a jamais eu de véritable « retenue » du côté américain.

#### La justesse d'une cause

A ces sophismes, la République Démocratique du Vietnam oppose à la fois sa bonne volonté et la justesse de sa cause.

En participant aux conversations de Paris avant la cessation complète des bombardements sur son territoire, en libérant à plusieurs reprises des pilotes abattus sur son sol, etc., la République Démocratique du Vietnam a montré par des gestes non équivoques son désir d'aboutir à une solution pacifique dont elle a donné les bases dès le début de l'es-

calade par sa déclaration bien connue en quatre points.

De son côté, le peuple vietnamien du Sud, selon le programme politique du Front National de Libération, réalise son unité face aux agresseurs américains et à leurs hommes de paille, et remporte des victoires de plus en plus grandes, s'acheminant irrésistiblement vers sa victoire finale.

La constitution récente de l'Alliance des Forces nationales démocratiques et pacifiques des populations du Sud Vietnam représente une étape importante dans cette voie.

Le Centre International d'information pour la dénonciation des crimes de guerre s'engage à continuer sans relâche son œuvre que rend d'autant plus nécessaire une information trop souvent partielle, déformée ou insuffisante qui tend à masquer à l'opinion publique internationale l'agression américaine et la gravité des crimes dont le peuple vietnamien est la victime.

Il invite chacun à contribuer à cette œuvre de vérité.

Il appelle d'une part à soutenir le combat exemplaire du peuple vietnamien en lutte pour sa liberté et son indépendance, et d'autre part à exiger du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qu'il mette fin à la guerre d'agression et à tous les crimes qui en découlent, qu'il retire du Sud Vietnam ses troupes et celles de ses satellites, qu'il reconnaisse le Front National de Libération du Sud Vietnam, qu'il laisse au peuple vietnamien le soin de régler ses propres affaires sans aucune ingérence étrangère, et en premier lieu qu'il cesse immédiatement et inconditionnellement les bombardements et tout autre acte de guerre contre la République Démocratique du Vietnam afin que les conversations de Paris puissent aborder d'autres questions intéressant les deux parties.

● Résolution adoptée par le Centre International d'Information pour la Dénonciation des Crimes de Guerre, le 10 juillet 1968.

● Le Comité Directeur du Centre International d'Information pour la Dénonciation des Crimes de Guerre est composé de :

S. de Beauvoir ;  
D. Berger ;  
Dr Abraham Behar ;  
M<sup>me</sup> Solange Bouvier Ajam ;  
G. Boudarel ;  
J. Chesneaux ;  
G. Chaliand ;  
Pr. Jean-Claude Dreyfus ;  
C. Fourniau ;  
M. Garaudet ;  
Pr. ag. Mireille Gansel ;  
M<sup>me</sup> Gisèle Halimi ;  
M<sup>me</sup> Yves Jouffa ;  
Pr. Marcel-Francis Kahn ;  
Dr Jean-Michel Krivine ;  
Pr. Edgar Lederer ;  
M<sup>me</sup> Léo Matarasso ;  
J. Mincos ;  
Pr. Alexandre Minkowski ;  
R. Pic ;  
M. Riffaud ;  
Pr. André Roussel ;  
Pr. Laurent Schwartz ;  
J.-P. Sartre ;  
H. Van Regemorter ;  
J.-P. Vigier.

● Les sous-titres sont de la rédaction.

## Décentralisation culturelle

### Attentifs à Bourges

Irène Hoehstetter

Déjà bien avant les événements de mai, T.S. avait accordé une place privilégiée aux problèmes de décentralisation culturelle et singulièrement aux Maisons de la culture. On se souvient en particulier des enquêtes de Bernard Sizaire.

Le mouvement de mai récent si riche en préoccupations diverses a également marqué de son sceau cette recherche. Un débat a réuni les différents directeurs des Maisons de la culture dont on n'a pas encore la teneur.

C'est dans cet esprit qu'on prendra connaissance de l'article qui suit. Il s'agit des extraits d'une étude à paraître dans un prochain numéro de la revue « Esprit » consacré à la culture populaire. Nous remercions « Esprit » de nous permettre de présenter une partie de l'excellente étude qu'Irène Hoehstetter a tirée de son observation attentive de la Maison de la culture de Bourges.

Cinq ans ont passé et la Maison de la Culture de Bourges semble à la recherche d'un second souffle; la preuve en est le colloque qu'elle a organisé en octobre 1967 sur le thème « l'action culturelle en question, un colloque à l'échelle de la cité », durant lequel Gabriel Monnet brossa ce tableau de la situation : « Je vais refaire très rapidement une petite image de la Maison de la Culture. Première étape : dans une cité vide, vidée, lessivée depuis des siècles, qu'est-ce qu'on a fait pendant quatre ans ? On a apporté le monde, la réalité du monde, la réalité vivante, la réalité à interroger. Elle a été tellement interrogée, cette réalité, qu'elle a produit les remous que vous savez. Au point où nous en sommes, cette année... [il faut] rechercher de nouvelles articulations et inventer de nouveaux instruments. Là, il faut que nous soyons créateurs... dans un domaine où la société n'a encore rien fait. Il nous faut inventer le processus de participation et cela... ce n'est pas parce que nous prêcherons, ce n'est pas parce que l'on sera enthousiastes qu'on le fera... On le fera avec des instruments objectifs de participation : c'est à l'étude. Mais c'est à l'étude avec vous. ». Les relations entre une Maison de la Culture et la collectivité : tel est bien le nœud du problème. Il ne s'agit pas simplement de régler des rapports de producteur à consommateur, d'apporter une ou plusieurs formes d'expression artistique à tel ou tel public, mais de voir quelle peut être la démarche d'une institution autre que celles qu'on connaissait jusqu'à présent, mieux dotée en hommes et en moyens. Comment est-elle identifiée et acceptée par une collectivité différenciée ?

S'il y a crise de croissance, elle est due à un écart considérable entre le « projet » des fondateurs et la réalité locale, entre la notion d'une action culturelle globale et l'activité propre à une ville moyenne, activité cloisonnée, fondée sur des hiérarchies sociales et des privilèges culturels. Comme le disait un spectateur : « Entre l'école primaire et la

Maison de la Culture, il manque un maillon à la chaîne »...

\*\*

Dès 1964, une enquête par sondage sur la fréquentation de cet équipement (1) mettait en évidence le comportement peu surprenant des usagers et des non-usagers : la fréquentation, diminuant avec l'âge, suit la courbe du niveau d'instruction. La Maison de la Culture, bénéficiant d'un public différent de celui qui était fidèle à l'ancien théâtre, attire surtout les cadres moyens et supérieurs et les enseignants. De plus, l'âge et le fait d'être en cours de scolarité sont deux facteurs essentiels de la fréquentation : près des deux tiers des adhérents ont moins de 30 ans; les étudiants et lycéens représentent un bon tiers des adhérents dans le classement par catégories socio-professionnelles. Inversement les raisons de non-fréquentation invoquées par les personnes interrogées concernent les conditions de travail (horaires et durée), la présence d'enfants en bas âge et l'absence de moyens de transport. En somme, un public un peu plus large que par le passé, encore que les personnes ayant un niveau d'instruction inférieur au B.E.P.C. ne soient pratiquement pas touchées.

Ces résultats recouvraient la remarquable étude de R. Fichelet (2) qui concluait, à l'issue d'une enquête sur Caen et le T.E.P. « ... dans l'état actuel des choses, et rien ne permet de faire l'hypothèse pronostique (sic) d'un changement déterminant dans l'avenir immédiat, les Maisons de la Culture ne touchent, dans l'ensemble, qu'un public déjà préparé et évolué et elles semblent difficilement pouvoir s'attirer un public plus large. Peut-on accéder à la culture à travers les seules Maisons de la Culture, où va-t-on aux M. C. parce que la Culture est déjà partie de sa vie ?

C'est en ces termes qu'il nous semble pouvoir jouer le problème de l'impact des Maisons de la Culture sur leur entourage. » Fallait-il donc prouver que « lorsqu'un équipement culturel est imposé, il est conçu en fonction de la représentation de la



Etre chez soi dans la culture.

culture et du système de valeurs du groupe social auquel appartiennent les créateurs » (3) ? Telle était bien la question.

#### Esquisse pour conclure

Il serait prématuré de conclure sur une expérience en cours à l'heure actuelle. De plus, les éléments d'information présentés ici ne portent délibérément que sur les relations de la Maison de la Culture avec son milieu, à l'exclusion de ses autres initiatives, fructueuses et intéressantes sur divers plans.

Voici cependant une conclusion provisoire, qui est plutôt une interrogation; les établissements d'enseignement peuvent fournir à la Maison de la Culture un de ces publics attentifs, voire actifs, qu'elle cherche à s'attacher; l'action culturelle s'exerce sur des publics privilégiés et circonscrits. Ajoutons que les « relais » intermédiaires irremplaçables, doivent être multipliés, car si les commissions ouvrière et jeunesse ont plus de difficulté à définir leur mode d'intervention, c'est parce qu'elles recouvrent une masse indistincte, en réalité profondément différenciée et difficile d'accès.

En tout état de cause, la Maison de la Culture est forcée de se situer vis-à-vis de l'extérieur: quand elle rencontre un groupe organisé, il peut y avoir dialogue et échange de prestations; quand elle n'a en face d'elle qu'un visage multiple et anonyme, elle doit non seulement créer un réseau de relations *sui generis*, mais encore inciter des groupes ordinairement voués à d'autres tâches (comme les syndicats) à jouer le rôle de relais collectifs. Il y aurait lieu, enfin, d'étudier de plus près les rela-

tions de la Maison de la Culture avec la municipalité — relations subtiles, ambiguës et parfois tendues, qui ne manquent pas de mettre en cause le statut des animateurs.

En fin de compte, on ne sait plus quelle fonction majeure doit assumer une Maison de la Culture, partagée entre deux extrêmes et tenue de les concilier : créer ou diffuser des formes d'expression artistique de haute qualité, former ceux qui n'ont jamais eu l'occasion de l'être. Au moins le problème d'une politique culturelle à l'échelon municipal est-il posé, à savoir la prise en charge par une collectivité déterminée de la vie collective, pour en finir avec une gestion municipale cloisonnée et limitée à des interventions traditionnelles.

Voici un équipement important en passe de devenir un étrange organisme; c'est une association qui collabore avec les associations locales et les stimule; c'est une institution qui jouxte les institutions traditionnelles et assure des fonctions similaires (bibliothèque, exposition, cinéma, entre autres); elle bénéficie de ressources relativement importantes, garanties par le principe de la subvention paritaire de la ville et de l'Etat; elle a en un sens une vocation de monopole, sans pouvoir l'exercer le prétendit-elle. N'est-elle pas embarrassée d'elle-même, faute d'une action culturelle préexistante et poussée à se poser le problème de sa propre action en termes de formation, d'animation et de participation ?

N'en construirait-on qu'une trentaine, le problème de l'équipement culturel de la France du XX<sup>e</sup> serait-

il correctement résolu pour les villes bénéficiaires? Sans nier les besoins criants dans ce domaine, a-t-on raison d'opter pour une architecture monumentale, en centralisant tout dans un seul bâtiment? Encore faudrait-il parler du statut et du financement, car les principes sur lesquels ils se fondent, l'un et l'autre, peuvent être contestés soit par les animateurs, soit par les conseils municipaux.

Toutes les Maisons de la Culture ne bénéficient pas de la présence d'une troupe permanente et l'on peut concevoir que des musiciens, des danseurs ou d'autres artistes remplissent désormais la fonction de création attribuée d'abord aux comédiens; mais, à moins de prévoir une équipe très importante d'artistes, de techniciens, d'administrateurs et d'animateurs et de s'engager à en payer le prix, ne risque-t-on pas de réduire les Maisons de la Culture à une simple fonction administrative de programmation à l'intention de publics divers?

Si l'on accepte cette définition d'Alain Touraine : « ... l'action culturelle n'est ni une action spécialisée ni une action d'adaptation aux changements, mais la création de modèles socio-culturels de transformation de la société » (4), on conviendra que la fonction que *peuvent* s'attribuer les Maisons de la Culture dépasse l'ambition — peu définie — qui a présidé à leur création. Seules, sans l'existence d'un plan d'action culturelle à l'échelon municipal, sans le concours actif de la population, elles n'y parviendraient pas. □

(1) S. de Schonen, B. Matalon, enquête du Comité national pour un aménagement des temps de travail et des temps de loisirs, 1964.

(2) In « Maisons de la Culture et développement culturel », conclusions p. III, enquête de la S.E.R.E.S. (Société d'Etudes et de Recherches en Sciences Sociales), 1965.

(3) In « Images de la culture », ouvrage collectif, Ed. Ouvrières, 1966, introduction, p. 10.

(4) In « Action culturelle et éducation permanente », « Peuple et Culture », n° 68, p. 23.

## Livres

### Le pouvoir des journalistes

Claude Glayman

La presse c'est un métier (diffuser et commenter l'information), c'est une industrie (comme des petits pains ou des frigidaire, vendre une marchandise au surplus la plus périssable qui soit), c'est enfin le lieu où s'affrontent de multiples idéologies. A cette définition schématique on ne saurait ôter un aspect sous peine de commettre des contre-sens. Mais la presse appartient à ce point au domaine public que chacun se croit autorisé et fondé à définir son idéal en matière de presse. La plupart du temps ce sera au détriment de l'une des données de base que nous venons de vous rappeler. En d'autres termes l'on se propose de changer la presse sans tenir suffisamment compte de ces caractéristiques spécifiques. A l'inverse qui contesterait que la presse doit être changée ?

On l'a bien vu au cours du mois de mai, à partir du moment où l'ORTF s'est mise en grève ou à l'occasion de l'interruption de parution de périodiques. Si chacun s'est alors persuadé qu'il fallait réformer l'information, rares ont été ceux capables de proposer une conception nouvelle de la presse. Ce combat, à titre professionnel et à titre de militants, nous l'avons entamé les uns et les autres, avec plus ou moins de conviction, avec plus ou moins de clairvoyance dans les projets. Pour sa part « T.S. » attache une grande

importance à cette question, et l'on oublie trop souvent ici et là que son développement s'inscrit dans cette optique. C'est la raison pour laquelle nous marquons d'une croix blanche la récente publication d'un ouvrage de Jean Schwoebel, lui-même journaliste, « La presse, le pouvoir et l'argent » (1). Voilà un livre capital, passionnant, qui ne manque pas de soulever des objections en plus des approbations qu'il suscite. Relatif au métier de journaliste, il présente l'immense avantage de décrire une profession sur laquelle peu de lumières sont fournies et pour cause ; mais en même temps le propos s'élargit à la notion même de profession intellectuelle touchant par là à l'un des aspects nouveaux et essentiels de notre société et de sa transformation. Enfin l'analyse de J. Schwoebel, loin d'être le fruit d'un brillant esprit de laboratoire, reflète une expérience concrète qui le plus souvent se confond avec celle du « Monde » où l'auteur occupe une place de premier plan.

#### De la trahison de la Libération à la crise du « Monde »

Au cours de la Résistance de nombreuses élaborations pour une presse nouvelle avaient été esquissées, toutes avaient en commun le refus d'une

presse dépendante d'intérêts financiers. A la Libération, on avait retiré leurs entreprises à ceux des patrons de journaux qui avaient collaboré avec « l'ennemi » ; elles avaient été provisoirement remises à des équipes de journalistes nées dans la Résistance, en attendant qu'un Statut de la Presse soit voté pour régir l'ensemble de la profession. Mais comme ce vote n'avait jamais lieu, que des divergences politiques, des difficultés matérielles succédaient à l'euphorie des premiers jours, il advint un moment où la situation bancaire ainsi créée ne pouvait plus se perpétuer. Les prises de participation financière commençaient à se multiplier dans les nouveaux organes de presse, l'indemnisation des propriétaires évincés se posait avec toujours plus d'acuité, etc. Tant et si bien, que sans s'arrêter aux péripéties, on en arrive au vote de la loi de Moustier (1954) qui consacre dans le droit la passation des entreprises aux nouvelles équipes mises en place à la Libération, quelles que soient les modifications financières ou de direction survenues dans l'intervalle. En définitive la sauvegarde d'une dévolution de biens décidée par la Nation a abouti à un pur et simple transfert de propriété et en somme à une véritable escroquerie. Désormais plus rien ne s'oppose à ce que la presse, comme avant guerre, ne soit gérée selon des objectifs exclusivement financiers.

Devant cette véritable spoliation qui rejoint tant d'autres échecs des hommes de la Résistance y a-t-il eu des sursauts, des oppositions, de la part des intéressés eux-mêmes ?

#### La crise du « Monde » et ses conséquences

C'est là qu'intervient la crise du « Monde » qui va secouer ce journal de 1949 à 1951. Au centre de la crise un enjeu : l'indépendance du « Monde » menacée à la fois sur le plan financier comme sur le plan politique. Un homme symbolise cette indépendance : H. Beuve-Méry, directeur de la publication. Alors se produit un événement qui fera date : les journalistes, les rédacteurs du journal considérant qu'ils sont les meilleurs gardiens de l'indépendance de leur travail, s'opposent à la démission de M. Beuve-Méry, à laquelle ce dernier était contraint, créent une « société des rédacteurs », obtiennent une modification de la composition de la S.A.R.L. du « Monde » par l'octroi de 28 % des parts à la « société des rédacteurs », c'est-à-dire le droit de veto pour toutes les décisions d'importance.

Il faudra plus de 10 ans pour que cette démarche empirique apparue comme une réaction aux démissions d'après la Libération, devienne une doctrine. Une doctrine portée à son expression la plus achevée dans le cas du « Monde » (voir à ce sujet dans le livre les dernières modifications apportées à la composition de la S.A.R.L. du journal) et empruntée

de plus en plus, avec plus ou moins de bonheur par ceux des journalistes dont l'emploi est menacé par les conséquences logiques du choix qui fut fait en 1945 à savoir les concentrations des entreprises, la patrimonialisation et la commercialisation accrues des journaux, les conséquences de toutes sortes dues aux progrès techniques, etc.

Cette doctrine repose sur plusieurs points vitaux. En premier lieu il importe d'instituer la « participation » des journalistes à la copropriété et à la gestion des entreprises de presse. D'une certaine manière J. Schwoebel apparaît bien comme un adepte des théories des « gaullistes de gauche » Vallon, Capitant ; d'où par là les limites de sa construction mais aussi les contradictions auxquelles il ne parvient pas à échapper et qui le dépassent (encore qu'il ne soit pas impossible, loin de là, que la référence aux conceptions « officielles » n'ait en partie pour objectif de mieux faire passer des réformes profondes). Toutefois pour l'auteur, au-delà d'un droit à la « participation » que détiendraient tous les travailleurs, celui des journalistes tiendrait à la nature même de leur métier. Le rôle singulier et fantastique de l'information justifierait cette association du « capital et de la plume », ainsi serait fondée une véritable « propriété intellectuelle » du journaliste que l'on pourrait étendre à nombre de professions analogues. Pratiquement ; car c'est à ce niveau que les choses finalement importent, par leur part décisive dans les S.A.R.L. ou les S.A. des journaux, les « sociétés de journalistes », disposeraient du droit de veto dans les domaines suivants : choix et nomination des dirigeants de l'entreprise, investissements et augmentations de capital, fusions et concentrations, contrôle de la publicité, détermination des critères de qualité pour le recrutement des associés autres que journalistes ou employés, etc.

#### Les piliers de la doctrine

Si cette organisation permet de défendre les intérêts des journalistes (et autres catégories de travailleurs également regroupés en « société »), elle ne met pas à l'abri des règles capitalistes. Or sur ce plan, la doctrine s'efforce ensuite d'éliminer tout germe capitaliste dans les limites d'un évident « réformisme », dont on se demande cependant s'il est possible dans les conditions actuelles de notre société de le dépasser pratiquement. C'est ainsi que les journalistes ne participent à la copropriété qu'à titre de collectivité, que les parts d'actionnaires ne sont pas cessibles à des héritiers ou à des tiers. L'ensemble devant aboutir à ce que Schwoebel nomme la « société de presse à lucrativité limitée » dont le but est de « retirer de l'apport financier un intérêt raisonnable à l'exclusion de tout profit capitaliste » (objectif que n'autoriserait pas la cons-



La solitude du lecteur de fond.

tution en « coopérative de presse » dont J. Schwoebel fournit une critique pertinente). Sous un tel régime les profits réalisés par l'entreprise de presse seraient destinés soit aux investissements, soit aux réserves, soit à des répartitions réduites entre le personnel, soit surtout à des péréquations « nationales ».

On peut sourire de l'idéalisme de ces dernières stipulations. Mais il y a lieu d'aller plus loin, comme l'entreprend l'auteur. Car le problème posé est le suivant : comment obtenir que l'entreprise de presse échappe à la domination capitaliste sans pour autant tomber sous la tutelle de l'Etat. Sur ce point l'expérience de la presse dans les pays de l'Est est éclairante et il appartient aux partisans de l'alternative socialiste de préciser comment ils concevront la presse, puisqu'il s'agit là de l'une des conditions du débat démocratique dans un cadre socialiste. Pour J. Schwoebel « le droit à l'information » est imprescriptible, et nous en sommes d'accord avec lui. Il convient donc de créer un « service public de l'information » qui ne soit pas « un service géré par l'Etat ».

A l'heure actuelle, comme on ne le sait pas assez, l'Etat octroie certains avantages à la presse (évalués en 1964 à 200 milliards d'A.F.) qui profitent le plus aux grandes entreprises de presse capitalistes. Ce boni qui depuis 1945 atteint par suite des sommes non négligeables pourrait être utilisé comme monnaie d'échange pour les parts accordées aux sociétés de journalistes et de travailleurs de la presse. Mais au-delà de cette mesure, il faudrait concevoir

une certaine aide de l'Etat à la presse, sans que cela ne favorise des gros propriétaires ni ne se traduise par aucune contrainte. Et J. Schwoebel d'imaginer l'institution d'une « Fondation Nationale de l'Information » qui louerait des moyens modernes de composition et d'impression à des équipes regroupant des sociétés de journalistes, d'employés, d'ouvriers, etc. Dès lors pourrait être rompu le mur financier que seuls des chefs d'entreprise disposant de gros moyens peuvent franchir aujourd'hui et restitué un pluralisme de l'information qui tend à disparaître sous l'influence croissante des concentrations et de l'envahissement de la publicité.

### Par-delà un évident réformisme

Dans l'univers de la presse, le livre de Schwoebel aura l'effet d'un pavé dans la mare et à cet égard il faut rendre hommage à son courage. Dans les milieux socialistes (pas toujours avertis des problèmes présents de la presse) il semblera intéressant mais non dénué de « réformisme ».

Et de fait l'auteur rappelle à maintes reprises qu'il n'est pas question de supprimer la propriété privée de presse; s'inspirant des idées des « gaullistes de gauche » il déclare qu'il « faut imaginer de nouvelles structures juridiques permettant de soustraire les entreprises de presse au contrôle de l'argent et donc de sauvegarder l'autonomie des apporteurs d'idées dans des sociétés dont le capital appartient à d'autres personnes ».

L'introduction de nouvelles règles juridiques peut-elle suppléer à la transformation des rapports sociaux et économiques? Certes, non; mais en attendant de parvenir au terme d'une telle transformation, la crise de la presse s'aggrave et par là même celle de l'information dont on connaît la prodigieuse influence « culturelle » (au sens complet du terme). Il faut y répondre, et en particulier répondre aux revendications et aux exigences des journalistes les plus lucides. La Gauche, la gauche socialiste est demeurée singulièrement muette à ce sujet, ce silence a souvent des causes objectives pour certaines formations (2). Or si l'on écarte pour l'avenir toute étatisation de la presse, la « formule Schwoebel » ouvre des perspectives pratiques, en même temps qu'aujourd'hui au-delà de ses timidités et de ses velléités réformistes, elle ouvre une brèche qui pourrait être décisive à terme dans le secteur capitaliste de l'information et de la presse, tout en rendant aux journalistes l'espoir de remplir une profession honnête et désaliénée alors qu'ils sont souvent encore, malgré eux, des « chiens de garde » qui perpétuent un régime,

une exploitation, une idéologie, une propagande. Le contenu de la presse dépendra de ses conditions de fabrication.

Pour toutes ces raisons — et l'ouvrage de J. Schwoebel fait preuve de nombreuses autres qualités que nous n'avons pas évoquées ici — il faut souhaiter vivement que ce livre soit lu, notamment par les hommes qui impriment l'orientation et l'action socialistes dans ce pays. Il faut que ces thèses soient discutées, éventuellement amendées, qu'il y soit répondu; car derrière ces pages c'est un combat bien précis qui est mené auquel il faut collaborer en apprenant de lui et en lui apportant sa propre contribution. □

(1) Jean Schwoebel : « La presse, le pouvoir et l'argent ». Editions du Seuil, coll. « L'Histoire Immédiate ». 282 p., 19,50 francs.

(2) Au moment où il fut question de l'introduction de la publicité de marque à la T.V., nous avions déjà dans un article proposé qu'un débat public s'organise sur les problèmes de l'information et de la presse (cf. « Le miroir de la publicité » dans « T.S. » du 2 mai 1968). Après les événements de mai et la crise de l'O.R.T.F., cette suggestion nous paraît plus justifiée que jamais.

## □ A lire

### Pour comprendre le mouvement de mai

● Rudi Dutschke : « Ecrits politiques ». Christian Bourgeois, 158 p., 15,50 francs. Retour aux sources avec plusieurs textes significatifs sur l'Université, le Vietnam, le pouvoir noir, etc. Indispensable.

● Jean-Claude Kerbouch : « Le piéton de mai ». Julliard, 180 p., Carnet de route d'un excellent reporter aux écoutes de toutes les paroles, aux aguets de toutes les observations. Kerbouch, journaliste à « Combat », nous rappelle qu'un grand événement sort encore plus grand lorsqu'il est conté par un témoin.

● Le numéro des « Temps Modernes » de mai-juin comporte un éditorial sur la crise et la reproduction d'un excellent article « Victoire dans la victoire », repris à la revue belge « Le Point ». Le numéro, 4,20 francs.

### Tiers monde

● « L'Afrique Noire contemporaine ». Armand Colin, coll. U, 455 pages. Ouvrage de référence qui brosse un tableau complet qui va de la colonisation à l'évolution du continent depuis l'indépendance de la majorité de ses états. Rédigé par une équipe de spécialistes.

● Claude Goure : « Les inconnus d'Afrique », ed. Sper, 179 p., 9 francs. Reportage d'un journaliste augmenté de photographies dues à J. Pottier. Saisit sur le vif ceux des Africains qui souhaitent une métamorphose de leur terre.

● Lorand Gaspar : « Histoire de la Palestine ». Maspéro, petite coll., 150 p., 6,15 francs. Fait le tour en peu de pages d'un problème dont on n'a pas oublié la complexité. Demeure prudent dans les conclusions.

● Jacques Givet : « La Gauche contre Israël ». J.J. Pauvert, 132 p., 8,25 francs. Pamphlet brillant en faveur d'Israël. Considère que la Gauche a pris fait et cause contre Israël alors que c'est l'inverse qui s'est produit. Doit être lu pour être contredit.

● Léon Poliakov : « Histoire de l'antisémitisme ». Calmann-Lévy, 509 p., 27 F. De Voltaire à Wagner précise l'auteur qui

nous donne là le troisième tome de son gigantesque bilan.

● Maxime Rodinson : « Israël et le refus arabe : 75 ans d'histoire ». De loin le meilleur livre publié sur la question depuis la guerre des Six Jours. « Tribune » reviendra plus en détail sur cette excellente synthèse.

● Norman Mailer : « Pourquoi sommes-nous au Vietnam? ». Grasset, 238 p., 18 francs. Malgré le titre, il s'agit là d'un roman. Mais d'un roman allégorique où l'on retrouve la puissance de l'un des meilleurs auteurs U.S. actuels. Engagé contre la guerre.

### Histoire et littérature

● Pierre Naville : « D'Holbach et la philosophie scientifique au XVIII<sup>e</sup> siècle », 496 p., Gallimard, Bibliothèque des Idées. Réédition avec quelques changements d'une étude déjà « classique » de notre camarade Naville. Dans le dernier numéro de la « Quinzaine Littéraire » Yvon Belaval note à ce sujet : « l'important est que P. Naville aime son philosophe : il y croit, il l'a lu, il s'est informé, il n'en traite qu'avec clarté ».

● Jacques Julliard : « La IV<sup>e</sup> République ». Calmann-Lévy, 376 p., 19,90 francs. Une analyse renouvelée que l'on ferait bien de lire en ces temps.

● Peter Weiss : « Chants du fantôme lusitanien ». Seuil, coll. T, 90 p. Nouvelle pièce de P. Weiss sur le thème de la guerre d'Angola. A lire en attendant que l'œuvre soit enfin présentée en France.

● Arrabal : « Théâtre 2 ». Christian Bourgeois, 238 p. Le second tome du théâtre complet d'Arrabal. Contient notamment le surprenant « Guernica ». L'un des hommes de théâtre les plus neufs.

● Raymond Jean : « Paul Eluard par lui-même ». « Ecrivains de toujours ». Le Seuil, 188 p. Une mise au point attendue depuis longtemps qui paraît en même temps que l'édition complète d'Eluard à la Pléiade.

● « En Camargue », par Gérard Gadiot, Edit. Arthaud, 25 francs, 300 pages. Sur le chemin des vacances, la Camargue accueille les touristes à la recherche d'évasion et d'imagination. Ce livre (très belles photos), pour syndicat d'initiative est utile pour le visiteur, en un moment où le soleil et la « douceur de vivre » l'emportent sur les problèmes du temps présent, même en Camargue.

## Amérique latine

# Étudiants de La Plata et mineurs d'El Teniente

Claude Roire

Le jeudi 28 mars dans la soirée, Edson Souto Lima, lycéen, seize ans, était abattu par la police au cours d'une opération répressive contre une réunion d'étudiants de Rio de Janeiro qui préparaient une manifestation revendicative pour les jours suivants. Trois mois et demi plus tard, dans toute l'Amérique latine, des étudiants argentins de l'Université de La Plata (fermée par la police) aux mineurs de la grande mine cuprifère chilienne de El Teniente, les luttes revendicatives ont débouché dans la rue et plusieurs régimes sud-américains risquent d'être emportés par les nouvelles contradictions nées de cette situation. On assiste ainsi à une nouvelle phase des luttes populaires, où le rôle moteur n'appartient plus, apparemment du moins, ni aux mouvements de guerillas, ni aux partis révolutionnaires traditionnels.

On connaît l'un des problèmes les plus préoccupants pour ceux qui tentent de « suivre » et d'analyser l'actualité sud-américaine : celui du manque d'informations quotidiennes abondantes et suivies. On est tenté parfois soit de prendre ses désirs pour des réalités, soit de partir sur une piste déjà brouillée sur le terrain. Ainsi s'explique sans doute le fait que la presque totalité des informations consacrées, en France notamment, aux derniers événements du Brésil, d'Argentine, d'Uruguay et du Chili, ait attribué aux manifestations étudiantes un rôle apparemment décisif. Il faut se méfier, plus que jamais, des parallèles historiques rigoureux : *a fortiori* on se gardera de voir dans le mouvement qui s'est développé ces derniers temps en Amérique latine, la « suite », l'imitation en quelque sorte, de la crise de mai en France.

### La monnaie

La première caractéristique de la situation qui a amené les explosions universitaires et sociales de ces dernières semaines en Amérique latine est l'aggravation de la crise monétaire et économique des pays intéressés.

A aucun moment, depuis plus de cinq ans, les États latino-américains n'ont été à ce point assujettis à la bonne volonté du grand créancier, les États-Unis. Et ce n'est pas le récent accord passé par Johnson en personne avec certains chefs d'États

d'Amérique centrale pour l'ouverture de nouveaux crédits (65 millions de dollars) qui modifiera cette situation. Dans un récent bulletin, la Banque de Réserve Fédérale de New York précisait que le montant des lettres de crédit en sa possession sur onze pays d'Amérique latine atteignait, fin mai 1968, 259 millions de dollars : ce nouveau record du niveau des dettes commerciales sud-américaines envers les États-Unis est l'un des signes les plus graves de la crise actuelle.

On peut trouver la traduction symbolique de cet impact des problèmes financiers sur la vie politique de l'Amérique latine, dans l'une des dernières informations concrètes parvenues de Montevideo avant un retour au calme apparent : l'armée occupe les banques uruguayennes. Nous avons déjà ici même souligné dernièrement l'imminence d'une « solution militaire » en Uruguay, l'un des derniers bastions de la démocratie bourgeoise en Amérique latine. Depuis, il y a eu les émeutes étudiantes et les tentatives de grèves générales ouvrières : après cinq mois de pouvoir, le successeur de Gestido, le président Jorge Pacheco Areco, est menacé de deux côtés. Si « la rue » (un nouveau mot d'ordre de grève générale a été lancé pour le 20 juillet) obtient que les salaires rattrapent les prix et la monnaie, et augmentent immédiatement de 40 % comme le demandent les syndicats, le plan de rétablissement financier, visant à résorber un déficit budgétaire qui atteint maintenant 80 millions de dollars, sera rendu irréalisable. Dans ce cas, comme l'a déclaré le général Juan Pedro Ribas, 72 ans, à la retraite mais ancien ministre de la Défense et ami de feu le président Gestido, « si le gouvernement légalement constitué venait à tomber, l'armée pourrait envisager de s'y substituer ». Et l'on a reparlé, à l'occasion de cette déclaration, du pacte secret qui aurait été passé, sous la présidence Gestido, avec l'Argentine, prévoyant l'intervention de l'armée de Buenos Aires en cas de « subversion communiste ». Cela dit, les schémas ne coïncident jamais avec la réalité politique, et ce même général Ribas a assuré qu'en cas d'intervention brésilienne ou argentine, il n'aurait « d'autre choix que de lever les armes contre l'invasisseur pour défendre (sa) patrie ».

Au Chili, où la scission s'aggrave au sein du parti démochrétien du président Eduardo Frei, la situation

est sans doute moins catastrophique : mais on aura une idée de l'étendue des problèmes économiques en rappelant le simple fait suivant : les 7 500 mineurs d'El Teniente (l'une des principales mines de cuivre, appartenant conjointement à la société américaine Kennecott et à l'État chilien) n'ont renoncé le 2 juillet à leur menace de grève illimitée qu'après avoir obtenu une hausse globale de 47 % de leurs salaires, comportant il est vrai « ratissage » des augmentations obtenues depuis le début de l'année (13 %).

Ces mineurs de cuivre ont ainsi fait mieux que simplement rattraper la hausse des prix : celle-ci était chiffrée à fin mai à 15,5 % depuis le début de 1968 et à 25,6 % depuis mai 1967. C'est sur cette toile de fond que se détache le mouvement de révolte des étudiants de Santiago : une péripétie (la réorganisation de la Faculté de philosophie, imposée par le pouvoir) a provoqué le départ du représentant étudiant, Jorge Navarrete, du Conseil de l'Université et les manifestations qui ont suivi cet incident à la fin du mois de mai. Mais personne ne pense et ne dit au Chili que le problème étudiant soit au centre (ni même le détonateur) des problèmes du pays.

### Politique à l'université

Dans deux pays au moins, les étudiants ont montré que leur combat contre les régimes dictatoriaux en place n'était pas seulement le résultat de leurs longues traditions démocratiques : le 15 juin 1918, les étudiants de Cordoba, en Argentine, proclamaient que leur « régime universitaire était anachronique. Il est fondé sur une sorte de droit divin : le droit divin du professeur. » Cinquante ans après cette proclamation, presque jour pour jour, on se battait dans les rues des grandes villes universitaires de toute l'Amérique latine, sans qu'il y ait eu, à notre connaissance, de mot d'ordre concerté en ce sens. Il aurait fallu, pour cela, que le mouvement étudiant soit unifié et fort, à l'échelon continental, ce qui est loin d'être le cas, sauf peut-être parmi les jeunes démocrates chrétiens qui bénéficient d'une tolérance parfois quelque peu gênée des autorités politiques et de la bénédiction d'une partie importante du clergé.

Avec ou sans mot d'ordre généralisé, les étudiants ont saisi l'occasion de telle ou telle mesure autoritaire pour manifester. Mais au Pérou et en Colombie, pour ne citer que deux pays où la voix des forces démocratiques et révolutionnaires semblait singulièrement étouffée depuis l'écrasement ou la liquidation des guerillas, la lutte des étudiants s'est insérée dans un contexte de crise politique aiguë. A Lima et Arequipa, au Pérou, les démonstrations étudiantes

ont eu lieu immédiatement avant et après la démission de l'un des derniers hommes de confiance du président Belaunde Terry, le Dr Rebagliatti. A Bogota, les étudiants de l'Université colombienne ont déclenché une grève générale des cours dès la fin du mois de mars, alors que se nouait le conflit entre le président Restrepo et les éléments ultra-réactionnaires du Sénat, appuyés par l'armée et la police.

La conjonction des luttes étudiantes avec l'apparition de tensions accrues dans l'ensemble de la société sud-américaine est encore plus visible au Brésil. Certes, le meurtre du lycéen de seize ans par la police de Rio a ajouté un élément de dramatisation à l'imbroglie politique brésilien. Les deux faits qui ont dominé la vie politique brésilienne au cours de la dernière période, au delà des manifestations étudiantes qui ont finalement été matées, sont, d'une part, la dégradation vertigineuse de la situation monétaire (le déficit de la balance commerciale a doublé au cours des premiers mois de 1968 et la Bourse de Rio a fermé ses portes pendant plusieurs jours, à la fin mai, à la suite d'une chute de 25 % du cours des principales valeurs en une seule séance) et, d'autre part, l'accentuation de la crise au sein de l'équipe dirigeante (crise révélée au grand public par la démission du chef de file du parti majoritaire, « Arena », le sénateur Daniel Krieger, et par les menaces répressives contre le très remuant leader de la droite libérale, Carlos Lacerda).

Les événements vont aujourd'hui très vite en Amérique latine. L'administration Johnson ne peut, à aucun prix, se mettre un nouveau conflit grave sur les bras à quelques mois de l'échéance électorale de novembre. Le développement de luttes, aux formes apparemment plus « classiques » que les maquis, peuvent aujourd'hui déboucher sur des changements politiques importants auxquels les étudiants auront eu leur part, mais dans lesquels les problèmes économiques et sociaux auront joué un rôle déterminant. En débarquant à Bogota le 22 août prochain, le Pape Paul VI ne trouvera peut-être pas exactement l'Amérique latine qu'il attendait. □

## BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>